



HAL
open science

Palestine : de l'Etat introuvable à la nation en déroute. A quoi servent les dirigeants palestiniens ?

Lætitia Bucaille

► To cite this version:

Lætitia Bucaille. Palestine : de l'Etat introuvable à la nation en déroute. A quoi servent les dirigeants palestiniens ?. Les Études du CERI, 2016, n° 224, 37 p. hal-04088595

HAL Id: hal-04088595

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-04088595>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0
International License

SciencesPo

CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 224 - octobre 2016

**PALESTINE : DE L'ÉTAT INTROUVABLE
À LA NATION EN DEROUTE
À QUOI SERVENT LES DIRIGEANTS PALESTINIENS ?**

Lætitia Bucaille



Palestine : de l'Etat introuvable à la nation en déroute **A quoi servent les dirigeants palestiniens ?**

Résumé

La création d'un Etat palestinien semble aujourd'hui une perspective lointaine : la communauté internationale s'est détournée de la gestion de ce dossier, et le leadership dans les territoires, affaibli par ses divisions, se révèle impuissant à s'extraire de l'impasse. La partition politique et géographique entre la bande de Gaza gouvernée par le Hamas et la Cisjordanie qu'a conservée l'Autorité palestinienne liée au Fatah, révèle une crise profonde dans la mesure où elle met en doute les contours même de la communauté politique palestinienne. Elle montre aussi que l'intégration du Hamas dans le jeu politique a provoqué l'implosion du système de sous-traitance sécuritaire qui lie l'Autorité palestinienne à Israël. Le maintien de ce système empêche la refondation de la communauté politique palestinienne, et contrarie l'élaboration d'une stratégie qui permettrait de cheminer vers la souveraineté. Depuis octobre 2015, le projet de résistance populaire et pacifique a été remis par le retour de la violence contre les civils israéliens. La direction palestinienne mise sur une internationalisation de sa cause, qui n'a donné que de piètres résultats. Le remplacement de Mahmoud Abbas par ses compétiteurs permettrait-il de sortir de l'ornière ?

Palestine: From an untraceable State to an impossible Nation **What purpose do Palestinian leaders serve?**

Abstract

Today, the creation of a Palestinian state appears to be a distant possibility: the international community rejected to manage the issue, and the leadership in these territories weakened because of its divisions, revealing their inability to advance. Both the political and the territorial partition between the Gaza strip, governed by the Hamas and the West Bank, under Palestinian authority in line with Fatah, reveal a profound crisis that questions the very contours of Palestinian politics. It also shows that Hamas' integration in the political game made it impossible to pursue the security subcontracting system. Maintaining the system avoids reconstructing the Palestinian political community, and makes it difficult to develop a strategy that moves towards sovereignty. Since October 2015, the popular and pacific resistance project has been shelved by the return of the violence against Israeli civilians. The Palestinian leadership counts on internationalization of the cause, which has shown mediocre results. Will the replacement of Mahmoud Abbas by his competitors permit to leave the rut?

Palestine : de l'Etat introuvable à la nation en déroute

A quoi servent les dirigeants palestiniens ?

Lætitia Bucaille, INALCO, CESSMA¹

A quoi servent les dirigeants palestiniens ? Ainsi abruptement formulée, la question pointe d'emblée l'impuissance de la direction palestinienne à cheminer vers la création d'un Etat. Impuissance admise parfois par les intéressés eux-mêmes², dont certains sont allés jusqu'à recommander d'entériner l'échec d'Oslo, de dissoudre l'Autorité palestinienne et de rendre les clés à la puissance occupante³.

La création de l'Etat palestinien, perspective consentie ou revendiquée pourtant par nombre de gouvernants américains, européens et israéliens, continue de se dérober aujourd'hui, plus de vingt ans après la signature des accords d'Oslo et de la mise en place de l'autonomie palestinienne sur une partie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Depuis l'échec du sommet de Camp David, les négociations n'ont jamais véritablement redémarré⁴. Le blocage du processus de paix est bien sûr imputable aux fortes réticences israéliennes à renoncer à la Cisjordanie, et à l'indifférence de la communauté internationale absorbée par d'autres urgences au Moyen-Orient. Après avoir adoubé Mahmoud Abbas, désigné comme un responsable palestinien « modéré » avec lequel il était possible de conclure la paix, les administrations américaine et israélienne ont écarté cette voie. Israël a misé sur une solution sécuritaire qui lui permet de contenir les Palestiniens de l'autre côté de la barrière érigée en Cisjordanie. Ses dirigeants ont renoncé pour le moment à trouver avec leurs partenaires palestiniens une solution politique.

¹ Lætitia Bucaille a été chercheuse associée au Ceri de 2007 à 2015.

² Lors d'une interview sur une chaîne israélienne, Mahmoud Abbas a déclaré le 31 mars 2016 que l'Autorité palestinienne était « au bord de l'effondrement ». Voir *Middle East News*, 1^{er} avril 2016 (<http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/l-autorit-palestinienne-est-au-bord-de-l-effondrement-selon-abbas-363690854>).

³ C'est le cas de Saëb Erekat, négociateur palestinien, dont les propos sont rapportés dans B. Barthe, *Ramallah Dream, Voyage au cœur du mirage palestinien*, Paris, La Découverte, p. 261.

⁴ R. Khalidi, *Brokers of Deceit : How the US has Undermined Peace in the Middle East*, Boston, Beacon Press, 2013.

Profondément divisée et faiblement soutenue par une opinion publique désabusée, la direction palestinienne paraît fragile. La crise qui touche le commandement palestinien n'est pas réductible à des conflits personnels au sein du Fatah ni à une compétition entre le mouvement nationaliste et le mouvement islamiste. La partition politique et géographique entre la bande de Gaza, gouvernée par le Hamas, et la Cisjordanie qu'a conservée l'Autorité palestinienne liée au Fatah, jette le discrédit sur la capacité des Palestiniens à incarner un projet national. Au-delà d'un affaiblissement sur la scène régionale et internationale, cette scission révèle une crise profonde dans la mesure où elle met en doute les contours même de la communauté politique palestinienne. L'incapacité du Hamas et du Fatah à cohabiter, la dérive sanglante qui s'est produite en juin 2007, la tournure qu'ont pris les conflits au sein du Fatah participent d'un processus de dislocation nationale qui risque de renvoyer les Palestiniens plusieurs décennies en arrière, lorsque leurs élites échouèrent dans les années 1930 et 1940 à incarner un projet national, notamment à cause de leurs rivalités⁵.

Sortir de l'échec du processus de paix et de l'immobilisme toxique et régressif de la solution intérimaire reste pourtant un objectif primordial. Si l'habileté et les ressources, limitées, du leadership palestinien ne peuvent suffire à elles seules à relancer une dynamique politique entre Israéliens et Palestiniens, elles y concourent néanmoins et l'un des objectifs de notre réflexion est ici d'évaluer et de comparer les compétences des candidats à la succession de Mahmoud Abbas. L'un des leviers d'action est à rechercher sur la scène internationale au sein de laquelle il s'agit de donner à nouveau de la visibilité à l'acteur palestinien et de s'imposer davantage grâce à un jeu d'alliances à l'échelle régionale. Les gouvernants doivent également compter sur un niveau suffisant de légitimité populaire, car il s'agit à la fois d'incarner les aspirations de la société palestinienne et dans le même temps d'élaborer une stratégie politique permettant de les satisfaire.

Les dirigeants palestiniens demeurent prisonniers d'une situation qui leur échappe : la volonté de reconstruire l'unité nationale, mise à mal par la scission factionnelle et territoriale entre l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et le Hamas dans la bande de Gaza, bute sur le fonctionnement de l'édifice sécuritaire contrôlé par Israël. On ne peut comprendre la dynamique des relations au sein de l'espace politique palestinien ni son grippage depuis 2006 qu'en tenant compte des exigences d'Israël et de la communauté internationale à l'égard de l'Autorité palestinienne. Aussi faut-il retracer les enchaînements qui ont conduit à la dislocation de l'entité palestinienne et présenter des perspectives d'évolution en montrant leur intrication avec les contraintes liées au dispositif établi par le « processus de paix »⁶.

⁵ A ce sujet, voir R. Khalidi, *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne*, Paris, La Fabrique, 2003, particulièrement le chapitre 8 : « La disparition et la réémergence de l'identité palestinienne » ; et B. Morris, *The Birth of The Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

⁶ On choisit ici de mettre des guillemets à cette expression dans la mesure où si les négociations entre Israël et l'OLP ont débouché en 1994 sur la formation d'une entité palestinienne autonome, à partir de la fin des années 1990, l'absence de progrès dans les pourparlers montre que le processus a permis de maintenir l'entité créée mais non d'établir la paix. Ledit processus de paix est ainsi vidé de sa substance.

DE LA COMPÉTITION POLITIQUE À LA DISLOCATION NATIONALE

La disparition de Yasser Arafat le 11 novembre 2004, son affaiblissement préalable dû à sa mise « hors jeu » exigée par Ariel Sharon et avalisée par la communauté internationale, ont excité les appétits de succession au sein du Fatah, et fragilisé un système de pouvoir qui reposait sur un équilibre précaire. Celui-ci a perduré quelque temps encore, ce qui a permis l'élection de Mahmoud Abbas le 9 janvier 2005 à la tête de l'Autorité palestinienne avec 62 % des suffrages⁷, puis l'organisation en janvier 2006 des élections législatives, ardemment recommandée par la communauté internationale. La victoire du Hamas⁸ a alors déclenché une crise politique qui a révélé les failles d'un édifice institutionnel soumis à des injonctions contradictoires. Afin d'estimer les perspectives de sortie de crise, on reviendra sur les logiques profondes qui expliquent les violences interpalestiniennes et l'éclatement politique et territorial entre la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Que s'est-il passé ? Le Hamas, le Fatah et la démocratie⁹

Le succès du Hamas aux élections législatives de 2006 surprend la communauté internationale. Le mouvement islamiste a pourtant déjà obtenu de bons résultats un an plus tôt, lors des scrutins municipaux. S'il parvient à recueillir une majorité de suffrages, c'est autant grâce à ses performances qu'à la lassitude suscitée par le Fatah. Il incarne le choix de la lutte armée et du nationalisme : ses dirigeants se targuent d'avoir forcé le retrait israélien de la bande de Gaza en 2005, grâce aux tirs de roquette, tandis que le Fatah est associé à la stratégie de négociation qui déçoit – au mieux – les Palestiniens, ou les écœure, surtout dans le sillage de la répression israélienne lors de l'Intifada al-Aqsa (2000-2005). En outre, le Hamas apparaît comme le garant d'une certaine probité, il a déjà fait ses preuves dans la gestion d'un réseau caritatif dans les territoires ; son image tranche avec celle de l'Autorité palestinienne, fréquemment accusée de corruption et de népotisme. Voter pour lui, c'est miser sur le fait que la formation islamiste gouvernera avec davantage d'ordre et de justice dans les territoires, au moment où une forme d'anarchie se développe dans la bande de Gaza. Enfin, le Hamas est uni, discipliné et réussit à capitaliser ses soutiens tandis que les membres du Fatah se disputent l'investiture dans les circonscriptions.

Dans le sillage du succès électoral du Hamas et du refus du Fatah de participer à un gouvernement d'union nationale, les heurts entre les deux mouvements se multiplient dans la

⁷ L'adhésion au successeur désigné paraît nette mais d'après Jean-François Legrain, elle se situerait en fait autour de 40 %, si l'on prend en compte les chiffres de l'électorat potentiel, c'est-à-dire si on inclue dans le calcul les électeurs non inscrits. Consulter le site www.mom.fr/guides/elections.htm

⁸ Le Hamas remporte alors 76 sièges au Conseil législatif, alors que le Fatah n'en obtient que 43 sur un total de 132.

⁹ Pour paraphraser le titre du livre de Bernard Lewis, *Que s'est-il passé ? L'Islam, l'Occident et la modernité*, Paris, Gallimard, 2002.

bande de Gaza, malgré la médiation saoudienne, et aboutissent à un double coup de force : dans un premier temps celui du Fatah, qui tente de vider de son sens la victoire islamiste, puis celui du Hamas, qui mobilise une partie de ses effectifs pour écraser ceux du Fatah.

Ces événements s'inscrivent dans une dynamique qui s'est répétée de manières diverses dans la région. En Algérie, en Egypte et en Tunisie – sous une forme moins conflictuelle dans ce dernier cas – les partis nationalistes au pouvoir depuis plusieurs décennies ont soudain été congédiés par le succès électoral inédit de mouvements islamistes, à la faveur d'une ouverture démocratique. Peu disposées à céder la place, les élites politiques jusqu'alors dominantes ont rejeté les résultats des urnes et décidé de rester ou de reconquérir le pouvoir par l'usage de la force et de la répression. L'alternance a ainsi été bloquée, révélant le défi – ou le refus – d'intégrer les islamistes dans le jeu électoral. La mini-guerre civile palestinienne¹⁰ participe des mêmes logiques de mobilisation et de contre-mobilisation. Dès la fin des années 1980, le mouvement politique qui émerge, issu des Frères musulmans, s'est positionné en rival du Fatah ; en 1990, ses représentants n'ont pas hésité à évoquer leur intégration à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en réclamant 40 à 50 % des sièges du Conseil national palestinien. Alors qu'il dénonçait les accords d'Oslo, le Hamas a boycotté le scrutin législatif en 1996. En rejetant le cadre des accords intérimaires et de l'autonomie palestinienne, il a choisi de perturber le processus de paix conduit par l'OLP et Israël, refusant de se soumettre au monopole de la violence « légitime » que l'Autorité palestinienne tentait de conquérir.

Ici comme dans d'autres configurations, la participation du mouvement islamiste au jeu électoral a pu sembler être un gage d'apaisement et de renoncement à la violence¹¹. Pourtant, son succès non anticipé a contredit les prévisions qui misaient sur des scores plus équilibrés pour chaque formation, et provoqué le raidissement du Fatah. Jusque-là dominant sur la scène politique des territoires, ce dernier refuse de participer à un gouvernement d'union nationale. Plusieurs de ses cadres adoptent des positions intransigeantes et réaffirment la suprématie de leur parti. Lors d'une démonstration de force du Fatah, en janvier 2006, au lendemain de la victoire islamiste dans la ville de Gaza, Mohamed Dahlan, ancien responsable de la Sécurité préventive, ancien ministre de l'Intérieur, responsable du Conseil de la sécurité nationale, député fraîchement élu au Conseil législatif déclare :

« Le Fatah est le premier mouvement, le seul mouvement et il reste le premier et le seul mouvement malgré tous ceux qui conspirent contre lui (...) Non le Fatah ne participera pas à un gouvernement dirigé par le Hamas. »¹²

¹⁰ Le nombre de morts comme la séquence sont limités et invitent à parler en termes de heurts violents, néanmoins la rupture qui se concrétise à l'issue des accrochages en juin 2007 se révèle profonde et durable, aussi l'expression de « mini-guerre civile » semble-t-elle adaptée à la réalité. Jean-François Legrain parle de « dynamique de guerre civile » dans son article « La dynamique de la guerre civile en Palestine », *Critique internationale*, n° 36, juillet-septembre 2007, pp. 147-165.

¹¹ Des heurts violents avaient opposé les militants du Hamas aux forces de sécurité palestiniennes le 18 novembre 1994.

¹² G. Usher, « Hamas risen », *Middle East Report*, Vol. 36, n° 238, printemps 2006 (<http://www.merip.org/mer/mer238/hamas-risen>).

Dans la bouche d'un homme qui est au cœur du système, la déclaration sonne comme un avertissement contre le Hamas. Sa démarche vise à réaffirmer la présence et la force de ses hommes dans l'espace public ; la Sécurité préventive, tout particulièrement, n'entend pas renoncer à sa puissance ni au quasi-monopole de la violence qu'elle s'est arrogé. De surcroît, dans cette déclaration, non seulement Dahlan refuse que son mouvement joue le second rôle, mais il semble même dénier une quelconque légitimité politique au Hamas. Il prolonge une rhétorique déjà mise à contribution lorsque le pouvoir affirmait que les attaques islamistes contre Israël constituaient une atteinte à l'unité nationale et par là-même une attaque contre le peuple palestinien lui-même. « Les ennemis de la paix » et les « ennemis du peuple palestinien » étaient alors accusés de « conspirer », voire d'être manipulés par l'extérieur.

Cette référence au complot étranger caractérise les dirigeants autoritaires qui nient l'existence de désaccords ou de contestations internes et/ou qui cherchent à lui dénier toute légitimité ; cette posture évacue tout débat et conduit à diaboliser l'adversaire. Elle empêche de trouver un *modus vivendi* alors que contrairement au Front islamique du salut en Algérie ou aux Frères musulmans en Egypte, le Hamas est prêt à partager le pouvoir, notamment parce que cela le préserve d'une relation politique directe avec Israël. Ne serait-ce que par leur participation aux élections – municipales puis législatives – les responsables du Hamas ont reconnu le cadre d'Oslo comme une réalité avec laquelle il fallait composer. L'accès à la direction partagée de l'administration autonome leur permettrait d'accéder aux avantages économiques liés à la détention du pouvoir (en termes d'emplois notamment) et les laisse espérer peser de tout leur poids sur les contours et le contenu de l'entité palestinienne à venir. Une partie des membres du Fatah reste néanmoins viscéralement méfiante à l'égard du Hamas qu'elle accuse de tenir un double langage et de masquer son arrivisme derrière un discours religieux et nationaliste. Cette conviction selon laquelle le mouvement islamiste ne peut être un partenaire loyal se retrouve dans d'autres contextes nationaux et participe au débat autour du caractère soluble des islamistes dans la démocratie.

L'incapacité d'accepter la victoire du Hamas tient aussi chez Dahlan à une colère contre son propre camp, ou plus précisément contre l'*establishment* du Fatah. Dahlan, comme Marwan Barghouti avant lui ou d'autres cadres intermédiaires, a cherché à rénover sa formation politique, à en renforcer le caractère démocratique en soumettant les cadres dirigeants au vote des militants. L'absence de réformes et de primaires avant le scrutin de janvier 2006 a mécontenté une partie des membres du Fatah ; nombre d'entre eux ont renoncé à l'étiquette du mouvement et se sont présentés en tant qu'indépendants. Mahmoud Abbas entendait profiter des élections pour renforcer son pouvoir et la place de ses alliés au sein du Fatah¹³. Le conflit entre le président de l'Autorité palestinienne et l'ancien chef de la Sécurité préventive s'est essentiellement noué sur les questions de réforme et de contrôle du Fatah : au lendemain de la défaite, Mohamed Dahlan aurait déclaré : « Nous devons réformer cette merde que l'on appelle Fatah »¹⁴. En août 2006, cette perspective occupe le comité central du Fatah sans que les cadres intermédiaires soient conviés. Il précise alors sa pensée :

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Cité par J. Schanzer, *State of Failure. Yasser Arafat, Mahmoud Abbas, and the Unmaking of the Palestinian State*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 32.

« Il est temps que les membres du Comité prennent leur retraite parce qu'ils sont vieux. Le Fatah a besoin de jeunes responsables pour combler le vide. »¹⁵

L'alliance que l'ancien homme fort de Gaza avait passée avec Mahmoud Abbas dès la fin des années 1990 commence à s'effriter, et leur relation ne cessera de se détériorer.

Ainsi, on peut interpréter la position de Dahlan comme la crispation autoritaire du membre d'un clan cherchant à préserver un pouvoir exclusif ; néanmoins son intransigeance doit être replacée dans le contexte de la souveraineté limitée de l'autonomie, car la défaite du Fatah risque d'entraîner l'échec définitif de l'autonomie palestinienne.

L'implosion du système de sous-traitance sécuritaire

Une seconde logique, propre à la configuration palestinienne, donne la clef du processus qui a mené à cette mini-guerre civile. Au delà d'une compétition politique et d'une difficulté à concevoir et gérer l'alternance, la partie qui s'est jouée au mois de juin 2007 révèle le point de rupture du système de sous-traitance sécuritaire édifié lors de la formation de l'Autorité palestinienne à partir de l'été 1994. En effet, la mise en place de l'autonomie palestinienne a permis aux Israéliens de se décharger d'une partie du fardeau de la sécurité en confiant aux Palestiniens la gestion de la menace islamiste. Dès l'automne 1994, suite à l'enlèvement d'un soldat israélien par l'aile armée du Hamas, les autorités israéliennes ont accepté que les forces armées palestiniennes se développent et qu'un service soit dirigé par des cadres du Fatah militants de l'intérieur, hommes de terrain et fins connaisseurs de leur environnement – à savoir Jibril Rajoub pour la Cisjordanie et Mohamed Dahlan pour la bande de Gaza. Entre 1994 et 2000, les forces de sécurité palestiniennes se sont essentiellement consacrées au contrôle et à la répression de l'opposition islamiste, tâchant de contrecarrer ses projets d'attentats terroristes contre des civils israéliens. Les services de la Sécurité préventive, des renseignements ou des renseignements militaires ont tenté de dissuader ou de punir les cadres et les militants du Hamas, en les emprisonnant ou en négociant parfois avec les membres de l'aile armée l'arrêt de leurs actions violentes. En servant dans les forces de sécurité, les militants du Fatah ont ainsi contribué à assurer la sécurité d'Israël. Ce n'est que grâce à une identification et à une adhésion fortes à leur appareil, à leur hiérarchie, au Fatah et, par transitivité, à l'Autorité palestinienne que ces policiers ont accepté de sacrifier l'unité nationale à un ordre politique centré sur les exigences israéliennes.

Si des accrochages avaient déjà opposé des militants du Fatah à ceux du Hamas à la fin de la première Intifada (1987-1993), les affrontements étaient demeurés limités. Cela explique que le soulèvement populaire, même s'il a été structuré par le factionnalisme, ait été perçu par la population des territoires comme une phase d'unité – voire d'unanimité – du peuple palestinien. C'est bien le contexte de la sous-traitance sécuritaire qui a mis les relations entre

¹⁵ *Ibid.*, p. 136.

le Fatah et le Hamas à rude épreuve. Un seuil de violence entre les deux mouvements a été franchi dès les premiers mois de l'autonomie palestinienne. Le 18 novembre 1994, une manifestation interdite a dégénéré en affrontements entre les militants du Hamas et la police palestinienne. Malgré les treize morts à déplorer, Yasser Arafat a alors accusé les collaborateurs et sauvégarde l'unité nationale.

Les coups de filet récurrents visant à déjouer ou à punir les actions terroristes du Hamas contre des civils israéliens ont envenimé les perceptions réciproques. Les activistes du mouvement se sont estimés trahis, et ont accusé les services de sécurité de travailler à la solde d'Israël. Ils ont dénoncé leurs méthodes, les comparant à celles de l'occupant. L'expérience de la prison palestinienne a fait germer des rancunes tenaces chez les militants islamistes. De leur côté, nombre de policiers ont considéré que le véritable objectif du Hamas n'était pas de combattre Israël mais de conquérir le pouvoir¹⁶.

La victoire électorale du Hamas révèle les failles du dispositif d'Oslo tissé entre Israël et l'Autorité palestinienne, et en hypothèque l'avenir. L'Autorité palestinienne aurait pu perpétuer son existence et son fonctionnement si elle avait engrangé des progrès en matière de souveraineté. Alors que le processus de paix s'enrayait et que le statut intérimaire se prolongeait sans autre perspective que l'amélioration de la sécurité israélienne, les dirigeants de l'Autorité *fatah*ou peinaient à convaincre la population de leur stratégie. La défaite du Fatah aux élections de 2006 tient notamment à son discrédit, lié à l'absence de résultats en matière de projet national ; en ce sens elle révèle l'échec du dispositif intérimaire et celui de la voie des négociations. En retour, l'accès au pouvoir d'un mouvement qui s'est prononcé contre les accords de paix et qui a directement fait les frais de la coopération sécuritaire entre Israël et l'Autorité palestinienne laisse augurer d'une mise à bas de l'édifice de sous-traitance contrôlé par Israël. Empêcher le Hamas de gouverner vise à la fois à masquer l'échec de la solution intérimaire et à éviter que le mouvement islamiste y mette un terme.

Soulignons d'ailleurs que la réticence d'une partie des cadres du Fatah et de l'Autorité palestinienne à renoncer au système mis en place en 1994 tient aux rentes de la sous-traitance sécuritaire dont ils bénéficient. L'exercice de la sécurité a en effet procuré à un petit groupe de militaires palestiniens liés à leurs homologues israéliens les moyens de faire des affaires, de contrôler les flux commerciaux et de consolider ainsi leur pouvoir¹⁷.

La logique de la guerre civile s'est aussi nourrie d'un climat social et sécuritaire qui s'est assombri dans la bande côtière à partir de l'année 2004. Dans le sillage de l'affaiblissement de Yasser Arafat, la dénonciation de la corruption et l'appel de certains cadres du Fatah appartenant à l'Autorité palestinienne à effectuer des réformes ont dégénéré en opérations d'intimidation et d'exécutions sommaires.

C'est donc dans un contexte de dégradation de l'ordre public que le Hamas remporte le scrutin de 2006 dans la bande de Gaza. A la suite des élections, le monopole de la violence

¹⁶ Cette inimitié grandissante n'a pourtant pas empêché dans la bande de Gaza certains membres du Fatah et du Hamas de coopérer et de coordonner leurs attaques durant l'Intifada al-Aqsa.

¹⁷ L. Buaille, *Gaza : la violence de la paix*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chapitre 4 : « Les rentes de la sous-traitance ».

légale auquel aspire l'Autorité palestinienne s'effrite encore davantage, les menaces et les attaques opposant désormais des membres du Fatah à ceux du Hamas. L'amertume et les rancœurs personnelles accumulées, la volonté de vengeance de certains clans expliquent la brutalité des combats de l'été 2007. Jean-François Legrain insiste sur la montée des « cultures miliciennes » à partir de 2004, lorsque Yasser Arafat, trop affaibli, n'a plus été en mesure de contrôler les différents services de sécurité qu'il avait créés. Le chercheur pointe aussi la multiplication des groupes armés à la faveur de l'Intifada al-Aqsa, dont l'ancrage local et/ou clanique a échappé au contrôle politique et constitué une source d'anarchie et de violence¹⁸.

L'enjeu n'en est pas moins politique ; en ce sens les points de vue des dirigeants convergent avec ceux des militants de base. Face à la victoire électorale du Hamas, le président de l'Autorité palestinienne annule les dispositions qui transféraient des prérogatives de la présidence au gouvernement. Le contrôle des services de sécurité est bien sûr une question centrale : un gouvernement ne peut s'imposer sans maîtriser la force publique. Les 70 000 hommes en armes majoritairement affiliés au Fatah et leurs chefs n'imaginent pas passer sous le commandement d'un ministre de l'Intérieur *hamsaoui*. Mahmoud Abbas confie d'ailleurs à Mohamed Dahlan la responsabilité du Conseil de sécurité nationale. Cette nomination marque le refus de la présidence et de son entourage de renoncer au monopole de la violence. Il s'agit de garder les services de sécurité dans le giron du Fatah et par là-même de conserver cette fusion entre mouvement politique, édifice institutionnel et ordre politique structuré par le statut intérimaire d'autonomie.

Cette stratégie du blocage se retourne finalement contre le Fatah, puisque le Hamas, privé des moyens d'agir, trouve de bonnes raisons de développer ses propres forces armées dans la bande de Gaza¹⁹. La « Force exécutive » est composée notamment d'anciens membres de l'aile armée du Hamas, les brigades Azzedine al-Qassam, et compte environ 5 600 personnes. Cette montée en puissance de la force de frappe du Hamas s'inscrit également dans un contexte de violence croissante. Quelques mois après les élections, dès le mois de mai 2006, dans le sillage du refus du Fatah de participer à un gouvernement d'union nationale, les incidents se sont multipliés entre les deux mouvements. Au même moment, la suspension de l'aide internationale qui empêchait de payer les salaires des membres de l'administration et notamment des policiers a alimenté le mécontentement et les sources de conflits. Les membres du Fatah et du Hamas sont devenus les uns pour les autres des cibles visées par des tirs d'intimidation, par des enlèvements et des assassinats. Ces agressions ont enclenché un processus incessant de représailles. Les conflits politiques ne sont plus régulés, la logique milicienne s'est imposée comme mode de fonctionnement, alimentée à la fois par une stratégie d'affrontement décidée au plus haut niveau et par les élans belliqueux des militants armés des brigades Azzedine al-Qassam et des brigades des martyrs d'al-Aqsa²⁰.

¹⁸ J.-F. Legrain, « La dynamique de la guerre civile en Palestine », art. cité, pp. 153-154. Voir aussi L. Bucaille, « La Palestine sans Yasser Arafat », *Les Etudes de la documentation française. Afrique du Nord Moyen-Orient, Edition 2005-2006*, La Documentation française, 2005, pp. 84-86.

¹⁹ En Cisjordanie, la présence israélienne empêche le Hamas de développer ses forces armées.

²⁰ Groupe armé formé par des militants du Fatah au début de l'Intifada al-Aqsa. Pour un compte rendu détaillé des événements, voir Palestine Center for Human Rights, « Black pages in the absence of justice. Report on bloody fighting in the Gaza strip from 7 to 14 June 2007 », 9 octobre 2007 (<http://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/black-pages-absence-justice-report-bloody-fighting-gaza-strip>).

La défaite du Fatah à Gaza, un double complot ?

Le système de sous-traitance sécuritaire qui relie les territoires palestiniens à Israël a été cautionné et soutenu financièrement par la communauté internationale. Lorsque le résultat des élections démocratiques de janvier 2006 et la formation d'un gouvernement *hamsaoui* remettent en cause l'édifice sponsorisé par les Américains et les Européens, le Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne, Nations unies) conditionne le maintien de son rôle à une mise au pas du mouvement islamiste palestinien. Il exige que le Hamas renonce à la violence, avalise les accords de paix signés par l'OLP, et qu'il reconnaisse l'Etat d'Israël. L'ultimatum est rejeté par le Hamas qui n'aurait rien à gagner à cette série de concessions unilatérales. La communauté internationale interrompt alors tout transfert de fonds vers l'Autorité palestinienne. Les droits de douane qu'Israël est censé reverser sont également bloqués. La volonté des Etats-Unis de priver les islamistes de moyens d'action les conduit à empêcher toute transaction entre le secteur bancaire et le gouvernement *hamsaoui*²¹. Israël et les Occidentaux s'accordent donc pour ne laisser aucune chance à un gouvernement islamiste dans les territoires palestiniens, quitte à provoquer un appauvrissement immédiat de la population. Le paiement des salaires des 135 000 fonctionnaires, tributaire de l'aide internationale et des versements israéliens ou du prêt des banques palestiniennes, devient impossible²². La principale « conspiration » contre les islamistes recourt à des canaux institutionnels, assumés et justifiés publiquement. La situation ne manque pas d'ironie dans la mesure où les Occidentaux ont fait pression sur l'Autorité palestinienne pour que celle-ci se réforme, se conforme aux standards de bonne gouvernance et organise des élections. Après avoir encouragé la « démocratie », la communauté internationale rejette le résultat de son exercice.

Quant à l'Autorité palestinienne, elle s'efforce au plus vite de priver de moyens d'action le gouvernement *hamsaoui* à venir. Outre le transfert de commandement des services de sécurité, elle nomme des membres du Fatah au sein de la présidence. Mahmoud Abbas parvient aussi à faire voter par le Conseil législatif sortant un texte qui permet la création d'une Cour constitutionnelle chargée de résoudre les différends entre la présidence et le gouvernement²³.

Le chef de l'Autorité palestinienne, les Américains, les Européens et les Israéliens s'accordent sur une stratégie : ils misent sur un échec rapide du gouvernement conduit par le Hamas. Sans moyens d'agir, submergés par la dégradation de l'ordre public, ses responsables ne manqueront pas de susciter le mécontentement populaire, et le Fatah pourra reprendre les rênes et rétablir la situation.

Il semble d'ailleurs que les Américains ne renoncent pas à faire fonctionner le système de sous-traitance sécuritaire, puisque le général Keith Dayton, responsable au sein du Département d'Etat de la coordination en matière de sécurité avec la présidence palestinienne, aurait confié aux hommes forts du Fatah – Mohamed Dahlan en l'occurrence – la mission d'organiser un

²¹ J.-F. Legrain, « La dynamique de la guerre civile en Palestine », art. cité.

²² G. Usher, « Hamas risen », art. cité.

²³ Pour davantage de détails sur l'ensemble de ces mesures, voir J.-F. Legrain, « La dynamique de la guerre civile en Palestine », art. cité, pp. 155-162.

coup de force contre le Hamas, afin d'effacer les résultats fâcheux du scrutin de janvier 2006²⁴. On serait alors passé au braquet supérieur et les appareils de sécurité palestiniens auraient été chargés de neutraliser non plus les militants islamistes armés, mais les responsables politiques du Hamas, pourtant dotés d'une légitimité électorale, et de répondre directement au commandement américain.

Si ce scénario était avéré, le Fatah – ou du moins certains de ses membres – aurait pris un risque considérable. L'équilibre précaire qu'il avait péniblement maintenu jusque-là, en réprimant l'opposition islamiste armée afin d'assurer la sécurité d'Israël tout en préservant sa stature nationaliste, vole en éclats. En cherchant à priver le Hamas de sa victoire et en s'associant à un plan secret dicté par les Israéliens et les Américains, le Fatah aurait franchi le Rubicon. Certaines sources alimentent même l'idée d'une inversion des demandes au sein de l'édifice sécuritaire : l'Autorité palestinienne aurait elle-même sollicité l'aide d'Israël pour venir à bout de son rival²⁵.

La lecture que fait le Hamas de la situation est conforme à celle que révèlent la presse ou WikiLeaks : le Fatah aurait d'abord misé sur l'échec du gouvernement du Hamas en exigeant notamment des employés de l'administration qu'ils n'obéissent pas aux ordres des ministres ; puis les hommes de la Sécurité préventive de Gaza, Mohamed Dahlan, Rashid Abu Shebak et Samir Mashawari auraient fomenté un coup de force contre le Hamas avec l'aide des Américains²⁶. Le plan aurait échoué car une livraison d'armes ne serait pas parvenue aux conspirateurs. Les membres du Hamas insistent aussi sur le fait qu'ils auraient remporté la bataille parce que les militants du Fatah n'auraient pas voulu se battre, « préférant s'enfuir à l'étranger ou rester chez eux »²⁷. Le récit portant sur la « débandade » des *fatahoui* met en scène une forme de lâcheté, qu'ils se complaisent à souligner.

La thèse d'un plan échafaudé par les Américains et des représentants de l'Autorité palestinienne est crédible, mais il reste à comprendre pour quelles raisons il aurait échoué aussi lamentablement. Les Etats-Unis auraient convaincu Israël de laisser entrer dans la bande côtière cinq cents fidèles de Mohamed Dahlan²⁸. Pour autant, aucune action d'envergure n'a été menée par les hommes du Fatah dans cette bataille de Gaza. La tentative ratée d'assassinat du Premier ministre *hamsaoui*, Ismael Haniyeh, le 14 décembre 2006 à l'occasion de son retour à Gaza et de son transit par le point de passage de Rafah, aurait constitué le point culminant de cette offensive²⁹. L'hypothèse d'un second niveau de conspiration apporte des éléments de réponse.

²⁴ J.-F. Legrain, « La dynamique de la guerre civile en Palestine », art. cité ; D. Rose, « The Gaza bombshell », *Vanity Fair*, avril 2008 (<http://www.vanityfair.com/news/2008/04/gaza200804>).

²⁵ <http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/fatah-asked-israel-to-help-attack-hamas-during-gaza-coup-wikileaks-cable-shows-1.331654>

²⁶ Entretiens de l'auteur avec Samir Abu Aisheh, proche du Hamas, ministre de la Planification en 2006 (Naplouse, octobre 2014) et Anwar Al-Zboun, député élu sur la liste du Hamas en 2006 (Bethlehem, octobre 2014).

²⁷ *Ibid.*

²⁸ S. Bianchi et R. Bocco, « Hamas al governo, tensioni intra-palestinesi e tensioni internazionali : prelude a una guerra civile ? (marzo 2006-giugno 2007) », in M. Emiliani (dir.), *Hamas alla prova del governo. La Palestina sull'orlo della guerra civile*, Bologne, Il Ponte Editrice, 2007, p. 54.

²⁹ Le Hamas accuse Mohamed Dahlan d'avoir planifié cette attaque.

Des responsables de la sécurité israélienne auraient finalement décidé d'organiser une fuite dans la presse et de jouer contre le plan américano-*fatahoui* : en le révélant, ils auraient provoqué le déclenchement de l'offensive du Hamas et empêché le succès du coup de force mené par la Sécurité préventive.

Le 14 juin 2007, la Force exécutive du Hamas parvient à prendre le contrôle de la bande de Gaza. Le rapport du Palestinian Center for Human Rights³⁰ sur la mini-guerre civile note que le Hamas a haussé le ton à partir du 7 juin, qu'il a annoncé son intention de conclure la bataille, et que ses forces sur le terrain ont lancé des attaques systématiques pour prendre le contrôle des sites abritant les services de sécurité et la présidence. Cent soixante et une personnes ont été tuées et plus de sept cents ont été blessées au cours de cette seule semaine de combats. Les méthodes de la Force exécutive ont souvent été expéditives, les militants du Fatah ont parfois été assassinés alors qu'ils étaient désarmés et/ou blessés, certains ont été torturés ou jetés du haut d'immeubles³¹.

Cette thèse d'une double machination ne peut prétendre expliquer l'ensemble des événements qui se sont produits au début de l'été 2007 dans la bande de Gaza. Que des dirigeants américains ou israéliens aient tenté de manipuler certains de leurs alliés palestiniens, cela ne fait guère de doute. Pour autant, le machiavélisme des décideurs comme le caractère secret ou retors des coups qu'ils ont tentés ne doivent pas masquer le fait que leur capacité d'action demeurerait limitée et entravée par d'autres acteurs et d'autres dynamiques présents sur le terrain. Malgré les moyens dont les protagonistes disposaient, leurs actions sur le terrain ne traduisent guère la mise en œuvre d'un plan américano-palestinien d'envergure.

Aussi doit-on se garder d'un raisonnement *a posteriori*, d'une reconstruction téléologique. L'identification de causes et d'individus impliqués ne signifie pas qu'ils maîtrisent parfaitement le jeu ni l'enchaînement des événements³². En se focalisant sur des acteurs éminents, censés être puissants (les services de sécurité par exemple), on néglige les effets parfois complexes des interactions multiples sur le terrain.

Quant au retournement israélien supposé, il explique après coup l'issue d'un rapport de forces favorable au Hamas et nourrit une analyse ancienne selon laquelle les gouvernants israéliens ont, par calcul politique ou par cynisme, favorisé depuis les années 1970 les islamistes au détriment de l'OLP. La répression israélienne durant les Intifada aurait témoigné d'une retenue plus forte en faveur du Hamas³³. Là encore, l'explication téléologique affleure et risque de faire perdre de vue la logique, les stratégies et les ressources des cadres du Fatah et du Hamas impliqués sur le terrain.

Rappelons que si la fuite dans la presse israélienne pouvait viser à attiser le conflit entre les deux frères ennemis, voire à favoriser l'un d'entre eux, le conflit était engagé depuis plusieurs

³⁰ Organisation basée à Gaza.

³¹ Des excès sont aussi à déplorer de la part du Fatah. Voir Palestinian Center for Human Rights, « Black pages in the absence of justice », art. cit.

³² Sur une critique de cette conception, lire M. Aït-Aoudia, *L'Expérience démocratique algérienne 1988-1992*, « Introduction », Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

³³ Il est courant que les militants ou les cadres du Fatah affirment la préférence d'Israël pour le Hamas, voire son soutien décisif en faveur du mouvement islamiste.

mois, voire depuis plusieurs années, entre le Fatah et le Hamas. La responsabilité d'Israël et des Occidentaux réside bien en amont, d'une part dans le soutien apporté à un système de sous-traitance sécuritaire qui mettait en péril l'unité des Palestiniens, d'autre part dans leur inaction face à la dégradation et au blocage du processus de paix.

Par ailleurs, l'hypothèse de cette double conspiration n'éclaire pas le déroulement ni l'issue de la confrontation entre le Hamas et le Fatah. En effet, contrairement aux scénarios algérien, égyptien et tunisien évoqués plus haut, à Gaza, le mouvement islamiste a remporté le bras de fer contre l'ancienne formation au pouvoir. Comment l'Autorité palestinienne qui disposait de forces de sécurité nombreuses et rôdées depuis une dizaine d'années à la répression contre les islamistes a-t-elle pu se laisser écraser ? *A fortiori* dans la mesure où ces policiers recevaient le soutien matériel des Américains ?

Plusieurs points expliquent la défaite du Fatah. Le premier est la grande réticence de ses militants, membres des services de sécurité, à prendre part aux combats contre le Hamas. Divers témoignages concordent pour attester que l'ensemble des forces de sécurité n'y a pas participé et que seule une partie de la Sécurité préventive a été mobilisée contre la formation islamiste³⁴. Différents facteurs donnent la clef de cette démotivation des troupes du Fatah. Lorsque les événements se sont accélérés au printemps 2007, les policiers n'avaient pas touché leur salaire depuis plus d'un an. Ayant reçu l'instruction de ne pas travailler pour le nouveau gouvernement, ils étaient démobilisés et en difficulté financière ; beaucoup étaient avant tout préoccupés par le fait d'assurer la survie de leur famille. Cette situation contrastait avec la détermination des membres du Hamas dont certains brûlaient d'impatience d'en découdre et de se venger des humiliations, des mauvais traitements infligés par les services de sécurité et du déni flagrant de démocratie visant à les priver du pouvoir. Le deuxième point est le manque évident de confiance des troupes du Fatah dans leur commandement. Les militants, comme le reste de la société, ont été déçus par l'échec de la stratégie de leur formation politique en matière de souveraineté nationale et n'ont pas hésité à critiquer, eux aussi, les pratiques de corruption de l'administration et de leurs représentants. Ils ont aussi été réticents à l'idée de nourrir le chaos qui s'était emparé de la bande côtière depuis 2004³⁵. Enfin, ils ont été désorientés par les querelles internes au mouvement, qui se sont notamment révélées à la veille des élections de janvier 2006. Selon Jean-François Legrain, onze cents membres du Fatah se sont détournés de leur mouvement pour rejoindre la Force exécutive³⁶. Mouvement d'humeur ou réel basculement, ce phénomène a été en soi une défaite pour le Fatah, dans la mesure où le factionnalisme palestinien et l'absorption de ses militants dans les différents appareils de sécurité avaient forgé, tout au long des années 1980 et 1990, de solides fidélités.

³⁴ Entretien de l'auteur avec un responsable du Fatah présent à Gaza jusqu'en juin 2007 (Paris, février 2015). C'est aussi le point de vue de plusieurs observateurs israéliens ou étrangers.

³⁵ Enlèvements et assassinats se sont multipliés sur fond de lutte de pouvoir au sein de l'Autorité palestinienne pendant l'été 2004. Une épreuve de force a opposé Mohamed Dahlan, soutenu par l'aile armée du Fatah, qui militait pour une réforme en profondeur des institutions, exigée par la communauté internationale. Voir G. Usher, *Middle East International*, 6 août 2004, p. 12.

³⁶ J.-F. Legrain, « La dynamique de la guerre civile en Palestine », art. cité, p. 157.

On peut aussi expliquer l'absence de confiance et de motivation des troupes par le fait que le commandement *fatahoui* a été cruellement absent de la bataille de Gaza. Mohamed Dahlan, désigné comme l'un des instigateurs du coup de force contre le Hamas, était hospitalisé en Allemagne et a disparu pendant ces semaines décisives. Les cadres et les militants du Fatah mobilisés dans les affrontements au printemps 2007 ont été livrés à eux-mêmes. L'un des responsables de cette époque, aujourd'hui en exil, considère que Gaza, ses hommes et lui ont été lâchés par les plus hauts responsables de l'Autorité palestinienne. Pour expliquer l'échec du Fatah à Gaza, il pointe l'absence d'armes disponibles et en bon état de marche, son choix de faire acte de retenue pour ne pas verser le sang palestinien, et souligne, à l'inverse, la détermination meurtrière des troupes du Hamas. Ce chef des combattants *fatahoui* a fini par douter de la stratégie et des intentions des responsables de sa propre formation³⁷.

Enfin, il faut s'interroger sur la stratégie de Mahmoud Abbas et de ses proches. L'Autorité palestinienne a-t-elle en fait renoncé à Gaza en 2007 ? A l'image des Israéliens³⁸, a-t-elle estimé que ce territoire, étroit et dépourvu de ressources naturelles, contenait essentiellement des classes dangereuses, indisciplinées et rétives à l'ordre, et ne valait pas la peine de s'y engager davantage ? A-t-elle considéré que la perte de la bande de Gaza était le prix à payer pour sauvegarder son emprise sur quelques portions de territoire de la Cisjordanie – imitant là encore la puissance occupante ? Ou bien le pouvoir *fatahoui* n'a-t-il péché que par impréparation et négligence ? La distance entre Ramallah et la bande de Gaza expliquerait en partie les erreurs d'analyse de la présidence. Cette distance s'explique d'abord par la disjonction territoriale de la Cisjordanie et de la bande côtière cautionnée par les accords d'Oslo, ensuite par le fait que le pouvoir palestinien s'est replié sur la portion de Palestine jugée la plus utile.

Il est difficile d'apporter une réponse tranchée aux questions posées. L'incapacité de l'Autorité palestinienne à maîtriser l'affrontement qui l'opposait au Hamas tient sans doute à son absence de vision et aussi à un manque d'unité des hommes au pouvoir. La déroute du Fatah à Gaza est aussi le fruit d'un clivage naissant et croissant entre les intérêts et la stratégie de Mahmoud Abbas et de Mohamed Dahlan. Le président de l'Autorité palestinienne parvient alors à exclure son rival du champ politique qui, acculé, s'exile aux Emirats arabes unis en 2011 (voir *infra*).

³⁷ Entretien avec l'auteur, Paris, avril 2016.

³⁸ Sur les perceptions israéliennes de Gaza, voir L. Bucaille, *Gaza : la violence de la paix*, op. cit., pp. 20-22.

SORTIR DE L'IMPASSE ?

Les Palestiniens peuvent-ils s'extraire de cette descente aux enfers ? Le contexte international ne joue pas en leur faveur, et l'urgence est de reconstruire la communauté politique autour d'un projet et d'un programme d'action.

L'éclipse palestinienne de la scène internationale

Le processus de paix israélo-palestinien, qui avait suscité tant d'espoirs, ne semble plus intéresser la communauté internationale. L'initiative diplomatique française et la tenue de la conférence de Paris le 3 juin 2016 n'ont débouché sur aucune perspective concrète et illustrent une nouvelle fois l'absence de détermination des Américains. Le foyer historique de tensions au Moyen-Orient est aujourd'hui relégué par les soulèvements et les guerres civiles de la région qui focalisent l'attention et suscitent parfois l'intervention militaire des capitales européennes, américaine et russe. A la différence des conflits irakien, syrien et libyen qui produisent des déséquilibres en chaîne à l'échelle régionale et internationale, l'espace israélo-palestinien peut sembler bloqué, ce qui signifie aussi qu'il est stable et sous contrôle. Malgré les effets dévastateurs que cette paralysie produit sur l'état d'esprit des populations israélienne et palestinienne, ce conflit de basse intensité n'apparaît guère menaçant pour la communauté internationale. L'ancrage et la stabilité d'un rapport de forces inégal freinent l'engrenage de la violence. Les Palestiniens ne disposent pas des ressources ni des moyens nécessaires pour provoquer un renversement du *statu quo* – ils ne parviennent d'ailleurs pas à freiner son évolution en leur défaveur. L'emprise d'Israël n'a en effet cessé de progresser en Cisjordanie, mais ce contrôle s'effectue au moyen d'une violence institutionnalisée et banalisée. Après quelques années d'un calme relatif ou apparent, la brutalité rudimentaire des couteaux qui a éclaté à l'automne 2015, sa faible létalité, contrastent avec l'ampleur du nombre de morts et de réfugiés liés aux combats, aux bombardements, aux attaques-suicides et aux massacres qui se multiplient en Irak et en Syrie. Ce retour d'une violence faiblement efficace n'a aucun effet positif pour ses auteurs. Non seulement il ne suffit pas à mobiliser la communauté internationale, mais il contribue à maintenir une image trouble des Palestiniens, nous y reviendrons. Dans le contexte du 11 septembre 2001 puis de celui des frappes de Daech endeuillant les villes américaines et européennes, la stratégie terroriste est unanimement rejetée dans les sociétés occidentales. Autant pour le Fatah que pour le Hamas, il importe de se démarquer d'al-Qaeda et de l'« Etat islamique ». Par choix moral ou politique, ou par contrainte liée à l'édification de la barrière de séparation, les Palestiniens ont renoncé à perpétrer des attentats-suicides. Il existe désormais un large consensus dans les territoires, y compris chez les islamistes, selon lequel les attaques-suicides contre les civils israéliens sont « contre-productives » et ne servent pas les intérêts des Palestiniens.

Néanmoins, dans le sillage d'un discours construit par Ariel Sharon qui avait comparé Yasser Arafat à Oussama Ben Laden et qui l'avait déclaré « hors-jeu » dès décembre 2001, Benyamin Netanayhou a profité des attentats du 13 novembre 2015 à Paris pour mettre sur le même plan les attaques de Daech et celles commises au couteau par des Palestiniens. Le Premier ministre israélien a déclaré :

« Nous ne sommes pas responsables du terrorisme dirigé contre nous, de la même façon que les Français ne sont pas responsables du terrorisme contre eux. Ce sont les terroristes qui sont responsables du terrorisme, et pas les territoires, ni les colonies ni toute autre chose. C'est leur désir de nous détruire qui perpétue ce conflit. »

En outre, il a lancé un avertissement à la communauté internationale :

« Quiconque condamne les attaques en France doit condamner les attaques en Israël... Celui qui ne le fait pas est un hypocrite et un aveugle. »³⁹

Ainsi, la cause des Palestiniens subit doublement les effets des guerres au Moyen-Orient. Non seulement ils sont devenus invisibles, mais paradoxalement, ils sont compromis par les stratégies et les méthodes terroristes auxquelles recourent les djihadistes dans la région.

Pourtant, nombre d'analyses soulignent le désintérêt d'al-Qaeda et de Daech pour la Palestine. Al-Qaeda n'a évoqué la libération de la Palestine comme objectif que dans une phase récente, caractérisée par son déclin. En se réappropriant la cause palestinienne et en accusant les régimes arabes d'avoir abandonné leurs « frères », elle recourt à une rhétorique déjà bien usée par d'autres pour tenter d'accroître sa légitimité auprès des musulmans. Elle ne peut néanmoins compter sur l'appui du Hamas qui a toujours pris soin de garder des distances avec le mouvement djihadiste. Al-Qaeda est devenue elle-même très critique vis-à-vis du Hamas auquel elle reproche sa participation aux institutions et son quasi-renoncement au djihad contre Israël⁴⁰.

Quant à Daech, un de ses porte-parole a directement menacé le Hamas, dans une déclaration mise en ligne au mois de septembre 2015, de le renverser à Gaza. Le mouvement islamiste palestinien y était dénoncé pour son alliance avec l'Iran chiite et vilipendé pour ne pas avoir appliqué la loi islamique sur le territoire qu'il contrôle. L'orateur déclarait :

« La loi de la charia sera mise en œuvre dans la bande de Gaza, malgré vous. Nous jurons que ce qui se passe aujourd'hui au Levant, et en particulier dans le camp de Yarmouk⁴¹, se passera dans la bande de Gaza. »

³⁹ P. Smolar, « Cinq civils tués dans des attaques de Palestiniens », *Le Monde*, 21 novembre 2015 (http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/11/20/cinq-civils-tues-dans-des-attaques-de-palestiniens_4814338_3218.html#1EguZ0Jc6lxfYzA4.99).

⁴⁰ B. Mendelsohn, « Al-Qaeda's Palestinian problem », *Survival*, Vol. 51, n° 4, 2009, pp. 71-86.

⁴¹ Allusion au camp de réfugiés palestiniens dans la banlieue de Damas, assiégé par les forces gouvernementales, dont les membres de Daech ont pris possession en avril 2015.

L'homme assimilait le Hamas au Fatah et aux « Juifs »⁴². Là aussi, on peut penser que l'adresse faite au Hamas relève davantage de l'exercice discursif que d'un quelconque plan d'action.

Bien que Mahmoud Abbas, à son arrivée à la tête de l'Autorité palestinienne, ait mis un terme à l'Intifada al-Aqsa et qu'il ait joué le jeu de la communauté internationale et celui du dialogue avec Israël, le successeur d'Arafat n'a pas obtenu la moindre avancée concrète. La déstabilisation du Moyen-Orient et la réaffirmation de l'Iran sur la scène régionale ont favorisé un rapprochement entre Israël et les puissances arabes sunnites notamment en matière de coopération sécuritaire qui vise les islamistes. L'Autorité palestinienne est ainsi confrontée au désintérêt des parrains du processus de paix et au fait que ses alliés arabes traditionnels sont de plus en plus absorbés par la gestion de menaces internes ou frontalières. De surcroît, la domination du Likoud et la progression des formations (ultra-) nationalistes depuis le début des années 2000 n'ouvrent aucune perspective de retour à la table des négociations.

Les successeurs de Mahmoud Abbas hériteront des mêmes contraintes structurelles sur le plan régional et international. Mohamed Dahlan, qui est né dans le camp de réfugiés de Khan Younes à Gaza, ancien homme fort de l'Autorité palestinienne devenu ennemi personnel d'Abbas et exilé aux Emirats arabes unis (voir *infra*), pourrait compter sur un atout spécifique pour les assouplir. Nombre d'observateurs soulignent son entregent et sa capacité à nouer des liens dans les capitales arabes et occidentales. L'ancien ministre de l'Intérieur a développé une relation de confiance avec Mohamed al-Sissi ; il est également le protégé et l'obligé de Mohamed ben Zayed, ministre de la Défense d'Abu Dhabi. Selon le site d'information *Middle East Eye*, le président égyptien et le prince héritier émirati auraient fait pression sur la Jordanie, avant de tenter de convaincre l'Arabie Saoudite pour imposer qu'il remplace Mahmoud Abbas⁴³. Si ce scénario se concrétisait, il est probable que Dahlan pourrait mobiliser ces mêmes appuis en tant que chef de l'entité palestinienne. Que ce soutien débouche sur une progression du dossier palestinien n'est pas pour autant garanti !

Par ailleurs, il partage avec les militants du Fatah de sa génération – contrairement à la « vieille garde » venue de Tunis – un certain savoir-être avec les Israéliens. Tout comme Jibril Rajoub, ancien responsable de la Sécurité préventive pour la Cisjordanie, et Marwan Barghouti, cadre du Fatah aujourd'hui emprisonné, évoqués eux aussi comme des successeurs possibles de Mahmoud Abbas, c'est un Palestinien de l'intérieur, qui parle couramment hébreu et qui est familier des manières de faire et de communiquer des Israéliens. Ces caractéristiques ne sont pas décisives sur un plan diplomatique, mais elles constituent tout de même un avantage.

Si Dahlan est l'un des membres du Fatah le plus à même de tirer parti d'un contexte régional et international peu favorable aux Palestiniens, il court le risque d'apparaître comme un chef imposé par l'extérieur.

⁴² Voir « Daech menace de renverser le Hamas à Gaza », *Middle East Eye*, 1^{er} juillet 2015 (<http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/daech-menace-de-renverser-le-hamas-gaza-1156614912>).

⁴³ Voir « Le plan secret des dirigeants arabes pour évincer le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas », *Middle East Eye*, 30 mai 2016 (<http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/exclusif-le-plan-secret-des-pays-arabes-pour-vincer-le-dirigeant-palestinien-mahmoud>).

La refondation de la communauté politique à l'épreuve de la perpétuation de la sous-traitance sécuritaire

A l'instar de ce que l'on observe dans les autres pays du monde arabe, une faille profonde sépare désormais le camp nationaliste du camp islamiste. Les affrontements interpalestiniens n'ont pas basculé dans une guerre civile durable ni dans le terrorisme, néanmoins les griefs réciproques sont ancrés et les accusations de trahison menacent les contours de la communauté nationale. Le processus de réconciliation entre les frères ennemis achoppe sur trois points.

• L'esprit de vengeance

Le premier est politique et résonne à la fois sur le plan collectif et sur l'intime : c'est une profonde rancœur. L'épreuve de force se poursuit en Cisjordanie comme dans la bande côtière. Après la défaite de Gaza, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ont été reprises en main par les Américains et ont gagné en efficacité, la coopération sécuritaire maintenue avec Israël étant dirigée essentiellement contre le Hamas, dont plusieurs députés, parmi lesquels le président du Conseil législatif Aziz Dweik, sont régulièrement emprisonnés en Israël. Les partisans du Hamas sont aussi incarcérés dans les geôles palestiniennes : entre 2007 et 2011, environ dix mille d'entre eux sont passés entre les mains des services de sécurité palestiniens⁴⁴. Cette pression israélienne permanente, relayée et désormais pleinement assumée par l'Autorité palestinienne, s'exerce alors même que le dialogue entre les deux factions est en cours, dans la perspective d'une sortie de crise. Anwar Zboun, élu de la formation islamiste à Bethlehem, a été incarcéré à plusieurs reprises depuis 2006. A l'automne 2014, alors qu'il venait juste d'être relâché, son jugement sur le Fatah était sans nuance et ne laissait guère de place à la possibilité d'une entente :

« Le Fatah n'a pas de culture démocratique, il est incapable d'accepter un avis contradictoire (...) A la fin des années 1980, dans les prisons israéliennes, les militants du Fatah nous torturaient et ils nous torturent encore aujourd'hui. »⁴⁵

Ce regard tient peut-être aux circonstances qui ont affecté Zboun ; néanmoins cette déclaration révèle la détérioration des perceptions mutuelles. A Naplouse, des étudiants ont remarqué que les relations sociales entre *fatahoui* et *hamsaoui* s'étaient considérablement dégradées. « On ne s'invite plus aux mariages ! », déclare un membre de la Shabiba (organisation de jeunesse du Fatah) vivant à Naplouse. Dans la bande de Gaza, les morts causées par la mini-guerre civile ont fait germer des rancunes et des haines profondes, certains ont promis de se venger. De surcroît, les gouvernements de Gaza et de Ramallah agissent fréquemment en représailles : aux arrestations des membres du Hamas en Cisjordanie succède l'incarcération de militants du Fatah à Gaza ; de part et d'autre la torture est parfois pratiquée.

⁴⁴ Selon Shawan Jabarin, directeur de l'organisation de défense de droits de l'homme palestinienne Al-Haq, cité par B. Barthe, *Ramallah Dream, op. cit.*, p. 186.

⁴⁵ Entretien cité, octobre 2014.

- **L'équilibre des forces**

Le deuxième facteur qui freine ou empêche la réconciliation est le relatif équilibre des forces entre les deux camps. Chacune des formations exerce un contrôle sur un territoire – ou une partie du territoire – et il semble que l'une et l'autre cherchent en premier lieu à consolider leur pouvoir sur leur base territoriale, plutôt qu'à prendre le risque de le perdre avec un changement de *statu quo*. La division palestinienne est soutenue par la polarisation à l'œuvre dans la région. Les « printemps arabes » et leurs suites ont bouleversé le jeu des alliances. Le Hamas, ne pouvant compter sur certains soutiens traditionnels, s'est tourné vers l'Iran qui est devenu son principal bailleur de fonds⁴⁶. Le risque est donc que la guerre et les tensions entre les puissances régionales que sont l'Égypte et l'Arabie Saoudite mobilisées contre l'axe chiite contribuent à durcir les relations entre l'Autorité palestinienne et le Hamas.

Sur le plan intérieur, ce dernier a rétabli l'ordre dans la bande côtière et n'hésite pas à réprimer les oppositions, que celles-ci viennent du Fatah ou de groupes islamistes radicaux qui contestent les trêves convenues avec Israël. Le mouvement issu des Frères musulmans est contraint de jouer le même rôle que l'Autorité palestinienne auprès des militants qui l'accusent d'une trop grande modération envers Israël et cherchent à poursuivre la lutte armée. De la même manière que le Fatah pendant la seconde moitié des années 1990, le Hamas entend s'arroger le monopole de la violence, décider seul des temps de guerre et de paix, et neutraliser les élans belliqueux des « extrémistes ».

L'équilibre des forces se nourrit également de la pression exercée par les faits accomplis et les processus d'institutionnalisation. Malgré l'ampleur des destructions humaines et matérielles dans la bande de Gaza, le gouvernement *hamsaoui* a résisté aux guerres qui l'ont opposé à Israël en 2008, en 2012 et en 2014. Son administration, tant civile que militaire, fonctionne. Deux entités parallèles se sont développées, avec leurs lots propres d'employés et de règlements.

Des élections pourraient départager les deux forces palestiniennes, quoique les indications que donnent les élections universitaires montrent que les influences exercées par le Fatah et le Hamas sont comparables. Dans les universités cisjordanienues, les étudiants affiliés au Fatah ont gagné les conseils étudiants mais en avril 2016, c'est le Hamas qui l'a emporté avec 45 % des voix à Birzeit contre 40 % au Fatah. Selon un sondage réalisé en mars 2016 par le Palestinian Center for Policy and Survey Research en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, si des élections législatives avaient alors été organisées, 73 % des sondés auraient envisagé d'aller voter, 33 % d'entre eux auraient choisi le Hamas tandis que 34 % se seraient tournés vers le Fatah⁴⁷. Les cadres et les militants de ces deux factions doivent garder à l'esprit que même dans la perspective d'une victoire électorale à venir, ils devront compter avec la force concurrente.

La difficulté de parvenir à un compromis tient moins à un différend de nature idéologique qu'au désir de conserver le pouvoir. Certains membres du Fatah, qui concèdent la nécessité de cheminer vers une réconciliation avec le Hamas, entendent néanmoins dicter les règles. Le

⁴⁶ L. Seurat, *Le Hamas et le monde*, Paris, CNRS Editions, 2015.

⁴⁷ 10 % auraient voté pour d'autres partis et 23 % se déclaraient indécis (voir [http://www.pcpsr.org/sites/default/files/poll %2059 %20 %20fulltext %20English.pdf](http://www.pcpsr.org/sites/default/files/poll%2059%20%20fulltext%20English.pdf)).

discours d'Abdallah Abdallah, représentant de la « vieille garde » – selon ses propres termes – , député élu en 2006 et responsable des relations internationales pour le Fatah, laisse entrevoir cette vision autoritaire de la réconciliation :

« Après sept années, si on regarde les choses, le Hamas n'a pas servi la cause palestinienne. Aujourd'hui, c'est le Hamas qui s'est rapproché de nous. Il accepte un Etat dans les frontières de 1967. Il n'y a pas qu'un seul modèle de résistance. Les membres du Hamas sont en train de changer d'avis. »⁴⁸

Le style autoritaire dont fait preuve Mahmoud Abbas constitue un frein en soi. Peu habile à nouer des alliances ou à négocier des compromis avec ses adversaires – y compris au sein de sa propre formation politique – le président palestinien apparaît comme l'un des pôles de résistance au rapprochement entre les deux factions.

En avril 2014, l'accord de Chatî' – du nom du camp de réfugiés où réside Ismail Haniyeh – a finalement été signé à Gaza par le Fatah et le Hamas. Il a permis la formation d'un gouvernement de technocrates dirigé par Rami al-Hamdallah. Un an plus tard, face à l'échec du processus de réconciliation, le gouvernement a présenté sa démission. Le rapprochement entre les deux factions prévoyait l'intégration des 40 000 hommes du Hamas employés dans les forces civiles et dans l'appareil de sécurité au sein d'une administration commune. La reconstruction de la bande de Gaza faisait aussi partie des points de l'accord. Il était également prévu d'organiser des élections générales dans un délai d'un an et de renouveler le Conseil national palestinien de l'OLP pour y intégrer le Hamas. Aucun point de la feuille de route n'a été appliqué. Alors que le Hamas accuse Mahmoud Abbas de craindre une défaite électorale, le Fatah affirme que le Hamas a totalement entravé l'action du gouvernement de consensus national, refusant de céder un seul pouce de terrain sur la bande de Gaza.

• **Le double-jeu d'Israël**

Le troisième point qui obère le rapprochement entre le Fatah et le Hamas est le rôle joué par Israël. On a déjà évoqué l'hypothèse selon laquelle les services de renseignements israéliens auraient favorisé la victoire du Hamas dans la bande de Gaza. Officiellement, l'Etat juif continue à dialoguer avec une Autorité palestinienne qui intégrerait le mouvement islamiste, et les gouvernants ont pu suspendre le versement des droits de douane en faveur de l'Autorité palestinienne lorsque celle-ci se rapprochait d'un accord avec le Hamas. Il semble que Mahmoud Abbas ait parfois misé sur la perspective d'une reprise des pourparlers avec les Israéliens pour ignorer des mesures favorables à une réconciliation avec le Hamas.

Le chantage exercé auprès de Ramallah permet aux dirigeants israéliens de prolonger la division palestinienne. Israël tire parti d'un face-à-face avec un acteur affaibli et discrédité par son incapacité passée à contenir la montée islamiste. De surcroît, cette situation le conduit à gérer de manière séparée la Cisjordanie et la bande de Gaza, qui ne présentent pas le même

⁴⁸ Entretien de l'auteur avec Abdallah Abdallah, Ramallah, octobre 2014.

intérêt à ses yeux. La bande de Gaza, dépourvue à la fois de ressources naturelles, de site historique lié au judaïsme et d'intérêt stratégique, demeurée « à la périphérie de l'espace imaginaire juif »⁴⁹, apparaît avant tout comme un fardeau qu'Israël a renoncé à conserver en organisant un retrait unilatéral en 2005. Avec le Hamas au pouvoir sur la bande côtière, Israël n'a plus de partenaire politique mais un adversaire militaire. L'Etat hébreu inflige un siège à la bande de Gaza depuis 2007. Et trois guerres ont déjà été menées à la suite des tirs de roquettes et des tunnels creusés vers le territoire israélien en 2008, en 2012 et en 2014. Israël ne s'est néanmoins pas montré capable de remporter ces conflits asymétriques, on l'a dit, ni de modifier significativement les termes qui l'opposent à son adversaire. En ce qui concerne la Cisjordanie, les dirigeants israéliens comptent étendre davantage le périmètre des colonies, tout en gardant une Autorité palestinienne relativement docile, jouant son rôle dans le système de sous-traitance sécuritaire.

Gérer de manière déconnectée les deux territoires palestiniens augmente la marge de manœuvre des Israéliens, d'autant qu'ils ont ouvert des négociations, initialement tenues secrètes, avec le Hamas. Il est possible que certains cercles israéliens misent sur le fait d'atteindre un *modus vivendi* avec la formation islamiste, notamment dans le but de continuer à miner les capacités d'action de l'Autorité palestinienne⁵⁰. Selon un sondage publié dans le quotidien *Ha'aretz* en février 2008, 64 % des Israéliens se prononçaient alors en faveur de pourparlers directs avec le Hamas⁵¹.

Lorsqu'à l'été 2015 la perspective de la signature d'une trêve de longue durée entre le Hamas et Israël s'est dessinée à la suite des rencontres entre Khaled Meshal et Tony Blair, Ramallah a procédé à l'arrestation de dizaines de militants du Hamas, lequel a riposté à Gaza et s'en est pris aux membres du Fatah. Le rapprochement entre les deux formations palestiniennes est ainsi directement affecté par le double jeu israélien, qui d'une part exige de l'Autorité palestinienne qu'elle garde ses distances avec le Hamas, et d'autre part discute avec le mouvement islamiste établi à Gaza⁵². Une réconciliation entre le Fatah et le Hamas mettrait un terme à la stratégie israélienne et renforcerait le poids de l'acteur palestinien.

La possibilité d'un *modus vivendi* entre Israël et la formation islamiste s'éloigne aujourd'hui. Avigdor Liberman, nommé ministre de la Défense en mai 2016, est partisan d'une ligne dure. Son objectif est de débarrasser les Israéliens de la menace du Hamas à Gaza. Pour autant, le projet de maintenir la division entre la bande côtière et la Cisjordanie demeure. Le fondateur du parti Israel Beytenou mise sur Mohamed Dahlan pour reprendre les rênes du pouvoir à Gaza. Le scénario n'est guère réaliste, essentiellement parce qu'Israël a montré jusqu'ici son impuissance à remporter les guerres que ses forces armées ont menées contre le Hezbollah et le Hamas, et aussi parce qu'il serait fort inconfortable pour un dirigeant palestinien d'accéder au pouvoir grâce à une intervention militaire israélienne.

⁴⁹ A. Dieckhoff, *Les Espaces d'Israël*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 159.

⁵⁰ La négociation autour de la libération du soldat Shalit a montré l'impuissance de l'Autorité palestinienne sur ce dossier.

⁵¹ M. Bröning, *The Politics of Change in Palestine. State-Building and Non Violent Resistance*, Londres et New York, Pluto Press, 2011, p. 51.

⁵² Le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a proposé en juillet 2010 de faire de la bande de Gaza une entité entièrement indépendante. Voir M. Bröning, *The Politics of Change in Palestine, op. cit.*, p. 2.

Au-delà des trois facteurs évoqués ci-dessus, la dislocation de la communauté politique palestinienne risque d'atteindre un point de non-retour, car la logique qui sous-tend le système sécuritaire s'est transformée. Dans les années 1990, l'Autorité palestinienne consentait à réprimer le Hamas afin de protéger Israël de ses attaques. Depuis 2007, en contrôlant et en pourchassant les cadres et les militants islamistes, Ramallah défend son propre pouvoir. Ses intérêts – ou ceux qu'elle conçoit comme tels – convergent désormais avec les intérêts israéliens. Dans la mise en œuvre du système de sous-traitance sécuritaire, l'Autorité palestinienne est passée d'une forme de consentement contraint à une adhésion explicite. Et sous la férule de Salam Fayyad, nommé Premier ministre par Mahmoud Abbas à la suite du coup de force du Hamas, l'Autorité repliée sur la Cisjordanie fixe comme objectif de réformer les institutions, de développer l'Etat de droit, de favoriser le développement économique. Cet ancien fonctionnaire de la Banque mondiale se conforme aux exigences internationales de bonne gouvernance, capte l'aide internationale et réforme l'administration, afin de la rendre plus efficace et plus transparente. Malgré la poursuite de l'occupation, il s'attache à bâtir et à rendre opérationnelles les institutions d'un Etat palestinien à venir⁵³.

Les services de sécurité passent sous les fourches caudines de la réforme. Sous l'impulsion de l'administration américaine et de l'Union européenne, le recrutement, l'entraînement et l'encadrement des forces de sécurité obéissent à de nouvelles règles. Ce réaménagement du dispositif permet d'améliorer l'efficacité de la sous-traitance sécuritaire dirigée contre le Hamas⁵⁴. L'armée et les services de renseignements israéliens saluent les « progrès » de leurs homologues palestiniens.

La réforme des services de sécurité a aussi eu pour effet de développer en Cisjordanie l'usage de la force à l'encontre de tous les contestataires potentiels et d'ancrer les pratiques autoritaires du régime. En 2013, plus de mille personnes ont été arrêtées, sans que des charges précises soient retenues contre elles, et une centaine de cas de torture ont été recensés⁵⁵. Le secteur de la sécurité concentre désormais 44 % des emplois publics et a consommé 26 % du budget de l'Autorité palestinienne en 2013⁵⁶.

On l'a compris, sortir de l'impasse interpalestinienne sera extrêmement laborieux. Si l'on s'intéresse aux successeurs potentiels d'Abbas, deux voies semblent se dessiner. Marwan Barghouti serait en mesure d'atténuer le niveau d'hostilité réciproque et ses prises de position laissent à penser qu'il choisirait de miser sur un partenariat avec le Hamas au détriment d'Israël. L'arrivée au pouvoir de Mohamed Dahlan changerait également la donne mais il parierait davantage sur une modification de l'équilibre des forces entre le Fatah et le Hamas.

⁵³ Sur la politique de Salam Fayyad et sur son évaluation, voir A. Tartir, « Securitized development and Palestinian authoritarianism under fayyadism », *Conflict, Security and Development*, Vol. 15, n° 5, pp. 479-502.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Selon l'observatoire des droits de l'homme Euro-Med, chiffres rapportés dans S. Amrov et A. Tartir, « After Gaza, what prices palestine's security sector ? », *Al-Shabaka Policy Brief*, octobre 2014, p. 5.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 1.

Marwan Barghouti, le responsable du Fatah arrêté par une unité spéciale israélienne en 2002, jugé et condamné en 2004 à cinq peines de prison à vie, est celui qui, dès les élections de 2006, a œuvré le plus résolument, depuis sa cellule, pour trouver un compromis entre les deux mouvements. Il est l'un des auteurs de la « Lettre des prisonniers » rédigée avec des détenus appartenant au Hamas, publiée en juin 2006, qui appelait à l'unité nationale des Palestiniens, au respect de la légalité démocratique, à la formation d'un gouvernement d'unité nationale et à l'intégration du Hamas au sein de l'Organisation de libération de la Palestine. Pendant les années 1990, Barghouti s'est tenu éloigné de l'administration policière et militaire de l'Autorité palestinienne et du système de sous-traitance sécuritaire. Cette position l'a préservé d'un quelconque contentieux avec les islamistes. Sous Arafat, il a milité pour une réforme au sein du Fatah afin de donner davantage de pouvoir aux militants de base. Son rôle de leader pendant l'Intifada al-Aqsa (assez probablement surévalué par les médias) atteste de son ancrage de terrain. Son incarcération et la lourde peine dont il a écopé pour le rôle qu'il aurait joué dans l'organisation d'attentats-suicides perpétrés par les brigades des martyrs d'al-Aqsa le placent dans le camp de la « résistance ». Dans une interview que le prisonnier a accordée au journal *Le Monde*, il a déclaré son opposition à la perpétuation d'un régime de sous-traitance sécuritaire :

« Il n'est jamais arrivé dans l'histoire qu'on demande à un peuple sous occupation de fournir des services à l'occupant. Dès lors, la coordination sécuritaire porte atteinte au peuple palestinien. (...) Abou Mazen a offert à Israël onze ans d'une sécurité sans précédent. Mais Israël en a profité pour étendre les colonies, confisquer la terre, judaïser Jérusalem et poursuivre le siège de Gaza, où le chômage et la pauvreté sont les plus importants. »⁵⁷

Pour toutes ces raisons, Marwan Barghouti est un homme politique du Fatah acceptable pour le Hamas. C'est sans doute grâce à la fois à son aptitude à construire le consensus, et à sa stature de résistant emprisonné qu'il a acquis une envergure nationale. Selon le sondage de Palestinian Center for Policy and Survey Research déjà cité, le prisonnier est le favori des Palestiniens. Dans un scénario qui opposerait Marwan Barghouti à Ismael Haniyeh dans la course à l'élection présidentielle, le premier l'emporterait avec 57 % des suffrages tandis que le second obtiendrait 39 % des voix.

La posture de Mohamed Dahlan à l'égard du Hamas est différente. Comme on l'a expliqué plus haut, non seulement l'ancien homme fort de Gaza s'est efforcé de neutraliser l'aile armée du Hamas dans les années 1990, mais il s'est aussi fermement opposé en 2006 à ce que le Fatah rejoigne un gouvernement d'union nationale dirigé par le Hamas. On l'accuse en outre d'avoir été le complice des Américains dans la préparation d'un coup de force contre le mouvement islamiste, et même d'avoir tenté de liquider le Premier ministre Ismail Abu Haniyeh. Autant dire que le contentieux entre l'ancien chef de la sécurité nationale et le Hamas est lourd. Pourtant, le conflit qui n'a cessé de s'envenimer entre Abbas et lui, et sa ferme intention de revenir sur la scène politique ont modifié ses dispositions à l'égard

⁵⁷ P. Smolar « Marouan Barghouti, prisonnier palestinien numéro un », *Le Monde*, 23 mai 2016 (http://www.lemonde.fr/international/article/2016/05/23/marouan-barghouti-prisonnier-numero-un_4924283_3210.html?xtmc=dahlan&xtcr=2).

du mouvement islamiste. Dahlan a besoin d'appuis dans les territoires palestiniens pour y revenir. Aussi a-t-il entamé des discussions avec des responsables *hamsaoui* à l'étranger. Par ailleurs, son exil à Abu Dhabi depuis 2011 lui permet de prendre des distances aujourd'hui avec les échecs successifs des initiatives de réconciliation. Il affirme ainsi :

« Si vous vous souvenez, par le passé, on avait l'habitude de m'accuser : Dahlan ne veut pas d'un accord, il ne veut pas de gouvernement d'unité nationale, il déteste le Hamas. On avait l'habitude d'entendre ces choses mais maintenant cela fait six ans que je ne fais plus partie de l'Autorité palestinienne. Pourquoi n'ont-ils pas utilisé cette opportunité pour parvenir à une réconciliation ? »

Et l'ancien responsable des forces de sécurité ne se prive pas de rendre le chef de l'Autorité palestinienne responsable de la paralysie :

« Deux problèmes empêchent la réconciliation : il y a un problème personnel chez Abu Mazen et il y a un problème au sein du Hamas. Le Hamas cherche une réconciliation conforme à ses intérêts. Abu Mazen ne veut pas de réconciliation mais c'est un blocage personnel. Le Fatah accepte la réconciliation depuis le début mais Abu Mazen contrôle le Fatah. »

Dahlan considère que la reconstruction de l'unité palestinienne constitue la priorité :

« Si je dois choisir entre progresser sur la question interne aux Palestiniens ou sur celle des négociations, je choisis la question interne. Il faut reconstruire le système politique palestinien, les structures politiques fondées sur la transparence et le partenariat avec toutes les formations politiques. »⁵⁸

Le plan concocté par le président égyptien et le prince héritier émirati qui consiste à précipiter le remplacement de Mahmoud Abbas par une équipe où Mohamed Dahlan jouerait le rôle principal prévoit effectivement une sortie de crise qui passe par une réconciliation entre les deux mouvements palestiniens. La démarche de Dahlan repose sur une évaluation pragmatique de la situation, tenant compte du poids du mouvement islamiste. Il s'est en quelque sorte rapproché du point de vue défendu par Barghouti mais son ralliement relève davantage de la stratégie que de la conviction.

Contrairement à Barghouti, le passé de Dahlan (au cœur du système de sous-traitance sécuritaire) a pu le faire apparaître comme trop conciliant à l'égard des Israéliens, voire comme « l'homme de la CIA ». Il jure que l'on ne l'y prendra plus :

« Je ne retournerai jamais à la situation dans laquelle on était il y a vingt ans, lorsque l'on nous amenait à des conférences et que l'on nous disait : "Ecoutez les gars, il faut apporter satisfaction à la société israélienne, les Israéliens ont peur, il faut les rassurer, il faut leur donner la sécurité dont ils ont besoin". »⁵⁹

⁵⁸ Entretien de l'auteur avec Mohamed Dahlan, Paris, mai 2016.

⁵⁹ *Ibid.*

Jibril Rajoub, l'ancien homologue de Mohamed Dahlan pour la Sécurité préventive en Cisjordanie, a également participé à la répression contre les islamistes. Il est aussi cité parmi les hommes avec lesquels il faudra compter à l'avenir. Originaire d'un village proche d'Hébron, il peut s'appuyer sur une base populaire mais celle-ci reste localisée. Membre élu du comité central du Fatah, il est celui qui est resté le plus proche de Mahmoud Abbas – bien qu'il ne fasse pas partie de son premier cercle – et se garde de critiquer sa politique. Il est aujourd'hui président du comité olympique palestinien et de l'Association palestinienne de football, ce qui lui permet de jouer un rôle dans l'espace international et de s'appuyer sur le sport pour développer sa popularité. Comme Dahlan, il peut compter sur un groupe d'hommes fidèles qui l'ont suivi à la Sécurité préventive et au sein de la fédération de football. L'homme a également quelques soutiens externes en Jordanie, ou dans les pays du Golfe, mais l'Hébronite ne peut rivaliser avec le natif de Khan Younes en la matière. Interviewé en novembre 2014, il reprenait le discours officiel du Fatah en faveur d'une réconciliation avec le Hamas, tout en précisant que les chefs islamistes « ont échoué à obtenir la reconnaissance de la communauté internationale ». Il défendait les choix et la stature du président et rejetait les critiques formulées sur le Fatah⁶⁰. Depuis qu'Israël lui a infligé des déboires pendant l'Intifada al-Aqsa, Rajoub a adopté une ligne beaucoup plus dure à l'égard de l'Etat juif. Il a notamment apporté son soutien aux attaques au couteau. Cette prise de distance vis-à-vis de l'ancien partenaire n'amènera pas forcément le président du comité olympique à une attitude de conciliation à l'égard du Hamas, d'autant que sa personnalité autoritaire et intransigeante ne l'y dispose pas.

Au-delà des personnalités et des stratégies des dirigeants, la refondation de la communauté palestinienne est avant tout une affaire de projet. La ligne officielle du Fatah reste l'objectif de l'édification d'un Etat dans les frontières de 1967. Etant donné que la voie des négociations et celle de l'Intifada ont échoué, sur quelle stratégie miser aujourd'hui pour parvenir à cet objectif ?

En panne de stratégie

Comment enrayer le processus d'affaiblissement des Palestiniens face à Israël ? Est-il encore possible de miser sur la solution des deux Etats ? Existe-t-il une alternative à la lutte armée et aux négociations ? Toutes ces questions se posent de manière urgente aux dirigeants palestiniens et interrogent leur capacité à développer une vision.

Lors de sa campagne électorale, Mahmoud Abbas a répété son *credo* : le choix des armes nuit aux Palestiniens et la résistance à l'occupation doit être menée par « des moyens populaires et sociaux, comme ce fut le cas lors de la première Intifada ». Le soutien relatif qu'ils lui ont accordé lors de l'élection présidentielle de 2005 dénote la lassitude des Palestiniens vis-à-vis de la stratégie de confrontation, qui s'est avérée peu payante. La population des territoires n'est pas pour autant convaincue de l'efficacité de la voie des négociations. C'est pourtant celle que Abbas a choisie une fois qu'il a obtenu le silence des armes – avec l'absence de succès que l'on connaît.

⁶⁰ Entretien de l'auteur avec Jibril Rajoub, Ramallah, novembre 2014.

Face à la défection du partenaire israélien, la présidence palestinienne a décidé de recourir à l'arme diplomatique multilatérale. C'est ainsi que les Palestiniens ont accédé au statut d'Etat observateur non membre à l'ONU le 29 novembre 2012. La victoire est d'ordre symbolique et l'objectif était de redonner de la visibilité aux Palestiniens en attirant l'attention de la communauté internationale sur l'absence de résultats vingt ans après Oslo. Plusieurs pays, à travers leur parlement, ont décidé de reconnaître officiellement l'Etat de Palestine, mais ces coups de projecteurs n'ont pas eu d'effets significatifs sur le terrain ni dans les chancelleries. L'autre objectif de l'Autorité palestinienne est de rejoindre la Cour pénale internationale (CPI), ce qui lui permettrait de judiciaireiser le conflit avec la puissance occupante. Malgré la ferme opposition des Etats-Unis et d'Israël, c'est chose faite depuis 2015. La menace d'investigations sur ses agissements en Cisjordanie, concernant tant le dossier de la colonisation que celui des crimes de guerre, plane sur Israël. Jusqu'ici, l'Autorité palestinienne a choisi la prudence, sous l'effet de menaces ou de tractations ; le gouvernement israélien aurait débloqué les sommes correspondant aux taxes qu'il perçoit sur les produits importés et qu'il est censé lui reverser, en échange de quoi l'Autorité palestinienne se serait abstenue de déposer une plainte à la CPI à son encontre⁶¹. Les pressions américaines expliqueraient également cette retenue. Il faut de toute façon garder à l'esprit qu'Israël, n'ayant pas ratifié le traité de la CPI, ne sera pas tenu de coopérer avec la juridiction internationale. Par ailleurs, les Palestiniens pourraient être également accusés de crimes de guerre, à propos des attentats-suicides notamment.

C'est à Mustafa Barghouti (à ne pas confondre avec Marwan Barghouti) qu'il revient d'avoir développé la stratégie de résistance non violente. Candidat à l'élection présidentielle de 2005, ce médecin, qui défend l'idée d'une souveraineté palestinienne dans les frontières de 1967, a obtenu 20 % des voix. Critique vis-à-vis de l'Autorité et du Fatah, condamnant la militarisation de l'Intifada et le recours aux attentats-suicides, il considère que la voie d'une action non violente, populaire et décentralisée est désormais la seule possible⁶². Présentant l'avantage d'être à la fois morale et efficace, elle peut se décliner sur différents modes. L'un d'entre eux est la campagne contre la barrière de sécurité édifiée en Cisjordanie. Elle est soutenue par des militants israéliens et étrangers, et par les comités populaires qui se sont formés dans diverses localités affectées par le tracé du mur. L'organisation qu'il a créée, Al-Mubadara (l'initiative), encourage les villageois palestiniens à se mobiliser pour réclamer l'accès à leurs terres placées de l'autre côté de la barrière. Des organisations non gouvernementales locales, le Fatah et l'Autorité palestinienne soutiennent ces actions en procurant conseils et coordination, et parfois soutien financier. Le gouvernement dirigé par Salam Fayyad (2007-2013) a appuyé la démarche, en encadrant les manifestations contre le mur afin d'en contenir les dérapages⁶³. Le village agricole de Bil'in, situé à seize kilomètres à l'ouest de Ramallah, est devenu le symbole de la résistance non violente lorsqu'une partie de ses habitants ont organisé, à partir de 2005, des manifestations pacifiques

⁶¹ C. Louis, « La Palestine devient le 123^e Etat membre de la Cour pénale internationale », Le Figaro, 1^{er} avril 2015 (voir <http://www.lefigaro.fr/international/2015/04/01/01003-20150401ARTFIG00061-la-palestine-devient-le-123e-etat-membre-de-la-cour-penale-internationale.php>).

⁶² Voir M. Bröning, *The Politics of Change in Palestine*, op. cit., chapitre 5 : « Beyond terror : Politicising non-violence resistance ».

⁶³ *Ibid.*, pp. 133-145.

contre le tracé du mur de séparation qui empiétait sur les terres qu'ils cultivaient. Le « comité de résistance populaire » de Bil'in a également misé sur le droit en déposant un recours devant la Cour suprême israélienne. La mobilisation a pris de l'ampleur dans la mesure où des activistes israéliens et étrangers se sont déplacés et ont participé aux rassemblements de protestation. Cet afflux international a donné de la visibilité à la lutte contre le mur de séparation et à la résistance pacifique exercée dans plusieurs localités de Cisjordanie.

L'autre pilier de la résistance non violente est la campagne « Boycott, Disinvestment and Sanction » (BDS) censée se déployer dans les territoires palestiniens et à l'étranger. S'appuyant sur l'exemple du combat anti-apartheid, Mustafa Barghouti est parvenu à développer et à publiciser cette stratégie très largement, notamment en Europe où elle suscite le débat. Les colonies israéliennes visées tout particulièrement par le boycott auraient commencé à en ressentir les effets⁶⁴.

Lors de son sixième congrès organisé en 2009 à Bethlehem, le Fatah s'est prononcé en faveur d'un combat populaire non violent. A l'automne 2014, plusieurs de ses responsables continuaient d'affirmer que la résistance non violente ou la mobilisation pacifique articulée à l'arme du droit international étaient le meilleur moyen de faire progresser la cause palestinienne⁶⁵. Marwan Barghouti reprend à son compte cette stratégie depuis sa cellule et ses partisans se font l'écho de programmes de mobilisation dans les territoires. Qadura Fares, responsable du bureau d'aide aux prisonniers, un des plus proches du responsable *fatah* emprisonné, affirme que dans cette lutte, « pas un seul Israélien ne doit mourir ». L'objectif consiste bien à tourner la page des attaques-suicides, ou de toute autre forme de violence

Malgré l'adhésion que le programme de Mustafa Barghouti a suscitée auprès du Fatah, il n'a pas mobilisé massivement les Palestiniens. Les différents comités peinent à organiser sur la durée le ralliement populaire. Une grande partie de la société palestinienne est restée à l'écart de ces actions. Affectés par la division politique qui les traverse, désabusés à l'égard d'une quelconque forme de mobilisation contre l'occupation, les habitants des territoires oscillent entre le fatalisme et la colère. De surcroît, l'indifférence des médias face à ce type d'événement handicape fortement la stratégie de non violence, dont l'efficacité tient à ses effets de démonstration et de diffusion.

L'échec de la résistance pacifique s'est concrétisé à l'automne 2015 avec la « guerre des couteaux ». Des Palestiniens – des hommes et quelques femmes, jeunes et moins jeunes – se sont mis à poignarder des civils israéliens au hasard, à Jérusalem, à Tel-Aviv ou à proximité des colonies juives érigées en Cisjordanie. Un certain nombre de ces attaques ont tourné court, soit par manque d'adresse des protagonistes, soit parce que les réactions rapides des forces de l'ordre israéliennes ou des témoins présents sur la scène ont conduit à la neutralisation de l'agresseur ou à son exécution. Si elles sont peu efficaces d'un point de vue technique ou stratégique, les attaques à l'arme blanche, qui consistent à tuer des civils choisis au hasard, suscitent la peur dans la société israélienne.

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 142-145.

⁶⁵ Entretiens avec l'auteur en octobre et novembre 2014.

Cette guerre des couteaux et les attaques de piétons à la voiture bélier ont mis un terme au choix de la non violence et convoqué de nouveau les médias. Ce type d'attentats n'est pas inédit mais il est révélateur des processus à l'œuvre qui concourent à l'affaiblissement du politique. Si les formations politiques ou certains de leurs représentants cautionnent ou encouragent la guerre des couteaux afin de ne pas passer à côté de l'indignation populaire, elles n'en sont pas à l'origine et ne prennent pas son organisation en charge. Les assaillants agissent de manière individuelle, sans s'inscrire dans une stratégie ni un programme d'action, sans énoncer d'objectifs à atteindre. La dynamique collective se réduit au phénomène d'imitation ; la violence se dissémine à travers ces passages à l'acte successifs et par leur diffusion vidéo via les réseaux sociaux.

Dans ce face-à-face direct de mise à mort du civil israélien, le combat politique contre un adversaire et un occupant disparaît, laissant la place à une vengeance contre des hommes et des femmes dont on considère qu'ils méritent de mourir. Enfin, les chiffres le montrent, l'audace des assaillants est faiblement productive, voire contre-productive. L'attaque expose son auteur à une arrestation ou à une mort certaines. L'agresseur mise alors sur l'exemplarité de son geste et de son sacrifice.

Inefficace, inorganisée, l'attaque au couteau renoue avec l'incapacité des Palestiniens à produire des modes de combat contre Israël et à s'inscrire dans une stratégie politique. En même temps qu'elle reflète le désespoir et le désarroi d'une société, elle ternit leur image, et leur violence semble à nouveau « sauvage ».

Dans l'entretien déjà cité publié dans *Le Monde* en mai 2016, Marwan Barghouti continue de défendre la stratégie de résistance populaire et d'une campagne de boycott national et international contre Israël. Il se contente de qualifier les attaques au couteau d'« improductives »⁶⁶. La position de Mohamed Dahlan n'est pas très éloignée. Interrogé sur le même sujet, il déclare :

« Je soutiens n'importe quelle action prise par les Palestiniens ayant pour but de se débarrasser de l'occupation, à l'exception des carnages, c'est-à-dire des attentats-suicides. »⁶⁷

Relancé à propos de la contradiction entre son soutien tacite à des meurtres individuels et son rejet des attaques-suicides, il justifie sa position en affirmant que les attentats terroristes nuisent aux intérêts des Palestiniens.

L'une des faiblesses du Fatah réside dans son positionnement flou à propos de l'usage de la violence. Les attentats-suicides ne sont pas condamnés au nom d'une éthique, mais simplement parce qu'ils ne rapportent rien aux Palestiniens. Dahlan assume sa position non fondée sur la morale en convoquant l'exemple israélien :

« J'ai appris de Ben Gourion, j'ai lu de bons livres sur les dirigeants israéliens. Leur mission est de guider le peuple en fonction de ses intérêts et non pas de ses émotions. Je ferai tout ce que je peux qui peut être utile à mon peuple. »⁶⁸

⁶⁶ P. Smolar, *Le Monde*, 23 mai 2016, art. cité.

⁶⁷ Entretien cité, Paris, mai 2016.

⁶⁸ *Ibid.*

L'argumentation se révèle faible comparée à celle du Hamas qui apporte une justification politique et religieuse aux attentats. De surcroît, elle est réversible, tributaire des circonstances. Cette absence de fermeté explique notamment pourquoi le Fatah a été emporté sous l'impulsion de son aile armée à recourir aux attentats-suicides pendant l'Intifada al-Aqsa. Elle contribue également à montrer comment la stratégie de résistance non violente a échoué en Cisjordanie et a été balayée par la répétition d'agressions contre des civils israéliens par des Palestiniens agissant en dehors d'un cadre factionnel. La politisation ou le passage à la violence ne sont plus forcément régulés par l'affiliation partisane.

Ambition, leadership et légitimité populaire

Malgré la distance prise par une partie de la société palestinienne à l'égard des mouvements politiques, ceux-ci demeurent les acteurs de la compétition pour le pouvoir. A partir de l'observation du fonctionnement et des performances du Hamas et du Fatah, nous pouvons suggérer quelques pistes concernant la succession à la tête de l'Autorité palestinienne.

En formant une nouvelle administration dans la bande de Gaza, le Hamas a mis en place des institutions efficaces et professionnelles, d'une part parce que l'ensemble des responsables sont eux-mêmes originaires de Gaza et connaissent bien les réalités du terrain ; d'autre part parce que la discipline qui caractérise les militants de cette formation permet la cohésion et le respect des règles⁶⁹. Le Conseil législatif fonctionne à l'échelle locale, ne réunissant toutefois que les membres élus appartenant au Hamas. Les gouvernants de Gaza ont instauré l'ordre mais ils n'ont pas hésité à recourir à la force, aux arrestations arbitraires et aux mauvais traitements à l'encontre des prisonniers, voire aux exécutions d'individus désignés comme « collaborateurs » ou « criminels »⁷⁰. En outre, les formations politiques sont tenues fermement sous contrôle et les médias sont censurés⁷¹.

Du point de vue économique, le gouvernement gazaouite est asphyxié par le siège imposé par Israël, par la destruction des tunnels qui reliaient la bande côtière à l'Égypte et dont le Hamas tirait des ressources importantes, et par la fermeture de la frontière avec l'Égypte. Le Hamas peut compter sur des dons privés, l'aide de l'Iran, mais il bute sur la difficulté à faire transiter des flux financiers ; il a dû élargir le système de taxation, notamment sur les véhicules et sur le tabac⁷². La situation reste critique pour les habitants de Gaza, 50 % de la population active se trouvant au chômage.

⁶⁹ Y. Sayigh, « "We serve the people". Hamas policing in Gaza », *Crown Papers, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University*, 5 avril 2011 (<http://www.brandeis.edu/crown/publications/cp/CP5.pdf>).

⁷⁰ Human Rights Watch, « Under cover of war. Hamas political violence in Gaza », 20 avril 2009 (<https://www.hrw.org/report/2009/04/20/under-cover-war/hamas-political-violence-gaza>).

⁷¹ M. Bröning, *The Politics of Change in Palestine*, *op. cit.*, p. 36.

⁷² *Ibid.*, pp. 29-30.

Les trois guerres qui ont opposé le Hamas à Israël ont apporté leur lot de souffrances supplémentaires aux Gazaouites. Bien que les pertes soient presque exclusivement supportées par les Palestiniens, le Hamas incarne, pour une partie d'entre eux, la résistance à l'oppression israélienne et à la progression de l'occupation. L'infléchissement de cette ligne, de surcroît dans un contexte d'aggravation de la violence quotidienne en Israël et dans les territoires, de tensions autour de l'esplanade des mosquées, susciterait la colère d'une partie des militants islamistes. Les choix du Hamas provoquent des critiques et ses méthodes autoritaires se font durement ressentir dans la bande de Gaza, mais son emprise sur le territoire n'est nullement remise en cause. Le mouvement islamiste conserve des soutiens en Cisjordanie, d'une part parce qu'il y a tissé des réseaux de longue date, d'autre part parce que la ligne de résistance qu'il incarne représente une alternative à la coopération sécuritaire que pratique l'Autorité palestinienne. Pour autant, en l'absence d'élections nationales, le Hamas ne peut prétendre à une représentation nationale précisément.

C'est d'ailleurs probablement un succès du Hamas – ou du moins une défaite du Fatah – redouté par l'Autorité palestinienne qui l'a conduite à annuler un scrutin municipal prévu pour le 8 octobre 2016. Ramallah n'avait pas anticipé la possibilité d'une participation des islamistes aux élections, ceux-ci ayant boycotté le scrutin municipal de 2012. Confronté à leur participation et à la stratégie unitaire de la gauche, Abbas aurait pris conscience que les techniques de quotas et de découpage électoral ne suffiraient pas à assurer la victoire du Fatah⁷³. D'autant que le meilleur atout du Hamas, notamment dans la perspective d'élections, reste l'unité qu'il a su préserver, contrairement à son rival.

La faiblesse principale du Fatah est en effet l'état de décomposition dans lequel il se trouve et qui explique en partie sa défaite aux élections législatives de 2006. Certes, la formation nationaliste fondée sur la primauté de l'identité et du projet palestiniens au détriment de la cause arabe n'a jamais rassemblé ses troupes sur une base idéologique clairement établie, et plusieurs tendances ont toujours coexisté en son sein. Néanmoins, le Fatah est éclaté aujourd'hui, non pas autour de lignes politiques concurrentes, mais à cause de querelles personnelles. L'affaiblissement, puis la disparition de Yasser Arafat auraient nécessité un processus rapide de renouvellement afin d'assurer la succession à moyen et long terme du vieux chef de l'OLP. Le report de la tenue du congrès du Fatah jusqu'en 2009, la crispation autoritaire de Mahmoud Abbas, ont freiné les dynamiques de renouvellement en même temps qu'ils ont aiguisé les appétits et les frustrations⁷⁴. L'organisation du congrès à Bethléhem en juin 2009 a finalement permis de renouveler un comité central jusque-là vieillissant. Les Palestiniens de l'intérieur sont désormais largement majoritaires au sein de cet organe, d'autant que l'organisation de la conférence en Cisjordanie a exclu *de facto* les membres du mouvement demeurés à l'extérieur. Elle a aussi eu pour effet de marginaliser les délégués gazaouites qui n'ont pas pu sortir de la bande de Gaza.

⁷³ Analyse de Xavier Guignard (doctorant à l'université Paris-1 et à l'Institut français du Proche-Orient), recueillie lors d'une discussion informelle.

⁷⁴ Hussam Khader, militant au Fatah depuis son jeune âge, emprisonné à plusieurs reprises durant les deux Intifada, élu membre du Conseil législatif en 1996 et député au franc-parler, a démissionné du Fatah en 2008, dénonçant la confiscation du mouvement au détriment de la jeune génération qu'il incarnait. Voir M. Bröning, *The Politics of Change in Palestine*, *op. cit.*, p. 138.

Marwan Barghouti, Jibril Rajoub, Mohamed Dahlan ont fait leur entrée au comité central⁷⁵. Mahmoud Abbas peut compter sur une majorité de ses membres qui lui seront fidèles.

Le programme élaboré lors de ce congrès fixe comme condition à une reprise du dialogue avec Israël l'arrêt de construction de colonies, y compris à Jérusalem. Il mentionne la voie de la résistance non violente, tout en maintenant le principe du droit à la résistance armée contre l'occupation. Il prône également le boycott des produits israéliens mais évoque la nécessité de renouer des relations avec le camp de la paix israélien. Il indique aussi qu'en cas de blocage des négociations, l'option d'un Etat unitaire démocratique doit être explorée⁷⁶. La nouvelle feuille de route du Fatah autorise la souplesse et la divergence d'interprétations.

Pourtant, ce n'est pas là-dessus que butent les membres du Fatah. Autoritarisme et ambition personnelle sont les deux maux principaux qui s'entrechoquent et déchirent le mouvement. Le numéro deux de l'OLP qui a succédé à Arafat en 2004 était resté dans l'ombre de son chef pendant plusieurs décennies. Mahmoud Abbas peut se targuer d'une légitimité institutionnelle et historique mais, dépourvu de charisme, il n'est jamais parvenu à devenir populaire parmi les Palestiniens. Ses positions modérées à l'égard d'Israël et des Occidentaux conjuguées à l'échec du processus de paix et à la progression de la domination israélienne sur les territoires le desservent. Et c'est justement parce que Abbas s'affaiblit, qu'il ne dispose d'aucune assise de légitimité – ni la lutte armée, ni la voie des négociations ou du redressement économique – que son autoritarisme croît. Plusieurs membres du Fatah témoignent du fait qu'Abou Mazen exerce le pouvoir d'une manière discrétionnaire et autocratique alors qu'Abou Ammar avait l'habitude de composer avec ses contradicteurs, même après des mouvements d'humeur despotiques. Etant donné que le Conseil législatif ne fonctionne pas et qu'aucune élection n'est intervenue depuis dix ans, Abbas n'est guère confronté à des contre-pouvoirs ; les décisions sont prises par décrets. Le chef de l'Autorité palestinienne qui contrôle l'appareil du Fatah procède par évincements : ses opposants sont progressivement exclus des instances du mouvement, ou privés de leurs moyens d'agir.

Le conflit essentiel est celui qui oppose Mahmoud Abbas à Mohamed Dahlan ; les deux hommes s'étaient pourtant alliés dès la fin des années 1990 et ont parfois fait front commun contre Yasser Arafat pour imposer des réformes institutionnelles. L'affaire de Gaza en 2007 a signalé les premières failles entre les deux hommes, et la tenue du congrès de Bethlehem a clairement montré qu'ils étaient en concurrence. Dahlan a pris ses distances vis-à-vis du président et distillé quelques attaques contre lui et contre ses fils. La riposte s'est effectuée en plusieurs temps : Dahlan, pourtant doté d'une immunité parlementaire, a écopé d'un procès pour diffamation, puis d'un autre pour corruption à l'occasion duquel il a été accusé d'avoir détourné 15 millions d'euros. Exclu du Fatah, poursuivi par la justice, Mohamed Dahlan a quitté la Cisjordanie en 2011 et trouvé refuge aux Emirats arabes unis où il s'est mis au service du prince Mohamed ben Zayed. Les accusations contre Dahlan ont franchi un seuil supplémentaire lorsque Mahmoud Abbas a laissé entendre que l'ancien homme fort de Gaza était celui qui avait empoisonné Yasser Arafat. On peut ne percevoir dans ce pan de l'affaire qu'une tactique supplémentaire du président pour

⁷⁵ Dont Mohamed Dahlan a été exclu, puisqu'il a été radié du Fatah.

⁷⁶ Voir M. Bröning, *The Politics of Change in Palestine*, op. cit., pp. 84-87.

discréditer son adversaire, mais la portée symbolique de cette accusation est dévastatrice. En faisant germer l'idée qu'une main complice palestinienne a permis aux services de renseignements israéliens d'éliminer le chef historique de la Palestine, Abbas a lui-même inoculé une substance toxique à l'intérieur du Fatah, qui ne manquerait pas de se répandre si ses membres s'emparaient à leur tour de l'accusation pour se discréditer les uns les autres.

La charge contre Dahlan a dissuadé un certain nombre d'opinions dissidentes au sein de l'Autorité palestinienne ou du Fatah de s'exprimer. Abbas n'hésite pas à faire exclure ceux qu'il perçoit comme des proches ou des alliés de son rival⁷⁷. De manière similaire, Yasser Abed Rabbo, qui n'est pas membre du Fatah mais représente une figure importante au sein de l'OLP, a été mis sur la touche car des rumeurs lui attribuaient une participation à la préparation d'un coup de force contre Mahmoud Abbas. Salam Fayyad, l'ancien Premier ministre d'Abbas, est également soupçonné, et les fonds de son organisation ont été bloqués. Les tensions, les exclusions successives et le mode solitaire d'exercice du pouvoir alimentent la fragmentation du mouvement.

Le retour de Mohamed Dahlan dans les territoires qui semblait impossible il y a quelque temps encore est peut-être envisageable prochainement. En avril 2015, la cour a abandonné les charges qui pesaient contre lui dans l'affaire de détournement de 15 millions d'euros pour une question de procédure. Certains observateurs ont alors interprété cette décision comme le signe d'un accord passé entre les deux frères ennemis du Fatah, mais plus d'un an plus tard, rien n'a changé. Abbas serait demeuré inflexible sur la question du retour de Dahlan. La stratégie de l'exilé consiste à mobiliser ses soutiens extérieurs, essentiellement les Emirats arabes unis et l'Égypte, et à entretenir et développer sa popularité dans les territoires palestiniens par une activité caritative. Son rapprochement avec le Hamas a permis à son épouse de se rendre dans la bande de Gaza en 2014 et de faire fonctionner son association qui vient en aide aux plus pauvres. La générosité de l'ancien chef de la Sécurité préventive, sponsorisée par les donateurs du Golfe, vise aussi les habitants des camps de réfugiés de Cisjordanie et du Liban⁷⁸. Dahlan peut tirer parti de l'éloignement du pouvoir de Ramallah vis-à-vis des couches populaires et des camps de réfugiés. Parmi ceux-ci, les anciens des groupes armés du Fatah qui ont opéré pendant la deuxième Intifada s'estiment marginalisés, voire réprimés par l'Autorité palestinienne.

Dans les entretiens qu'il accorde, Dahlan continue d'écorner l'image de Mahmoud Abbas, pointant sa docilité et son inefficacité à l'égard des Israéliens, son style autoritaire et sa responsabilité dans la division palestinienne :

« Abu Mazen depuis qu'il est arrivé au pouvoir jusqu'à maintenant, que s'est-il passé ? La bande de Gaza et la Cisjordanie ont été séparées, les colonies s'étendent, Jérusalem est de plus en plus isolée, le Fatah est détruit, le peuple est divisé, les élections ont été perdues, et Oslo a échoué. Avec cet héritage, accepte-t-il de quitter l'Autorité après un an ou deux ans, ou dix ans ? »⁷⁹

⁷⁷ Samir al-Mashhawari, Sofiane Abu Zeida, deux proches de Mohamed Dahlan, ont ainsi été exclus du Fatah. Nasser Juma, député élu de la ville de Naplouse, a subi le même sort en 2014 parce que l'organisation charitable qu'il dirigeait recevait des fonds d'Abu Dhabi, ce qui le rendait suspect de liens avec Dahlan.

⁷⁸ Voir S. Eldar, « Dahlan works Palestinian street to prepare comeback », *Al Monitor*, 17 janvier 2014 (<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/01/mohhaned-dahlan-heir-exiled-dubai-abu-mazen-fatah-gaza.html#ixzz3jwIVFGxU>).

⁷⁹ Entretien cité, mai 2016.

Discréditer Abbas lui permet de se forger l'image d'un homme plus ferme dans les relations à venir avec les Israéliens. Interviewé en 2015 à Paris, il déclare :

« La légende veut que pour être un dirigeant palestinien, il faille avoir de bonnes relations avec les dirigeants d'Israël. Je suis contre cette idée. Un leader doit visiter les camps de réfugiés et se présenter aux élections. »⁸⁰

En réalité, étant donné son rôle passé au sein de l'édifice sécuritaire et sa position en faveur d'un accord lors du sommet de Camp David, Mohamed Dahlan aura beaucoup à faire pour se débarrasser à son tour de son image d'homme proche des Américains et conciliant à l'égard des Israéliens. De plus, s'il est habile pour nouer des alliances et pour manœuvrer en politique internationale, son image est sulfureuse. Intermédiaire entre le président serbe et les Emirats arabes unis pour faciliter des investissements dans la petite République européenne, il a obtenu un passeport serbe pour lui-même et son épouse. On lui prête aussi un rôle de courtier dans le conflit libyen. Au mois d'août 2016, l'administration d'Erdogan l'a accusé d'avoir été en contact avec Fethullah Gülen et d'avoir facilité le transfert de fonds vers les putschistes. Les Emirats arabes unis, visés par la charge du président turc, ont nié toute implication, et Mohamed Dahlan a été mis sur la touche⁸¹. Ces événements témoignent non pas de ce que l'ancien responsable des services de sécurité prend des risques calculés en fonction de ses préférences politiques et de ses intérêts, mais de ce qu'il est actuellement contraint, pour survivre politiquement, de jouer le rôle de docile exécutant du cheikh Mohamed ben Zayed dont il dépend. En revanche, ses rencontres avec le député israélien d'extrême droite Avigdor Liberman relèvent clairement d'un choix personnel. Là encore, on peut s'interroger. La démarche relève-t-elle du pragmatisme qui prend acte de l'évolution droitiste de l'électorat israélien ? Ou Dahlan est-il prêt à faire alliance avec un extrémiste juif pour remonter sur scène ? Il signerait là sa perte.

De manière un peu similaire, une intervention extérieure, fût-elle arabe, qui le parachuterait à la Muqata pourrait être vouée à l'échec. Les accusations de détournement de fonds ont évidemment nui à sa réputation – même si l'opinion publique palestinienne a tendance à considérer que la plupart des membres du Fatah qui ont occupé des responsabilités sont corrompus. Si l'on en croit les sondages du Palestinian Center for Policy and Survey Research, dans le scénario d'une élection présidentielle où Mahmoud Abbas ne serait pas candidat, Marwan Barghouti recueillerait 33 % des intentions de vote, Ismaël Haniyeh en récolterait 24 % et Mohamed Dahlan ne pourrait prétendre qu'à 4 % des voix. Pour s'imposer auprès des Palestiniens, le retour de Dahlan au pouvoir devrait marquer des progrès significatifs en matière de réconciliation nationale et de réunification des territoires. Le décalage entre soutiens extérieurs et popularité en interne implique également qu'il fasse équipe avec d'autres membres du Fatah. Son erreur serait de miser son avenir sur la « haute politique internationale » et de négliger la réalité de terrain locale.

⁸⁰ Voir P. Airault, « Seule l'émergence d'un nouveau leadership palestinien permettra de négocier avec Israël », *L'Opinion*, 18 février 2015 (<http://www.lopinion.fr/edition/international/mohammed-dahlan-seul-l-emergence-d-nouveau-leadership-palestinien-21498>).

⁸¹ Voir D. Hearst, « UAE "funnelled money to Turkish coup plotters" », *Middle East Eye*, 29 juillet 2016 (<http://www.middleeasteye.net/news/exclusive-uae-funnelled-money-turkish-coup-plotters-21441671>).

Il est possible qu'au sein du Fatah, une mobilisation anti-Dahlan se produise. Et il est certain que Mahmoud Abbas déploiera toute son énergie et tous les moyens possibles pour lui barrer la route. Jibril Rajoub pourrait participer à un tel projet et aspirer à jouer un rôle politique de premier plan. Il est de notoriété publique que les deux anciens responsables de la Sécurité préventive, même s'ils ont eu des parcours politiques assez proches, se détestent. S'il peut se révéler efficace pour barrer la route à son ancien homologue, Jibril Rajoub ne parviendra pas pour autant à s'imposer à la tête du commandement palestinien. Souvent cassant et brutal, le président du comité olympique peinerait à jouer un rôle où il aurait à nouer des compromis et à supporter les critiques et les mises en cause de ses rivaux ou de ses adversaires.

Majid Faraj, le chef des services de renseignements, pourrait également constituer un obstacle sur la route de Dahlan. Nombre d'analystes ont souligné sa présence de plus en plus ostensible lors des grandes rencontres internationales, et sa proximité avec Mahmoud Abbas. Pourtant ce rôle de premier plan témoigne davantage de l'adhésion du pouvoir palestinien au système de sous-traitance sécuritaire qu'il ne révèle l'avenir politique d'un homme de l'ombre.

Quant à Marwan Barghouti, il est incontestablement le plus populaire et le plus à même de ce point de vue à assurer la relève. On disait de lui au début des années 2000 que sa base était trop étroite et localisée, mais son procès médiatisé, les années passées dans les geôles israéliennes, les initiatives d'apaisement qu'il a prises tant pour contenir les conflits entre le Hamas et le Fatah qu'à l'intérieur du Fatah lui-même, lui ont forgé une envergure nationale.

Le prisonnier évite d'entretenir une rivalité avec Mahmoud Abbas, tout en se démarquant de sa politique car Barghouti s'est toujours montré critique à l'égard de la coopération sécuritaire avec Israël. Cette position critique et son investissement pour trouver une voie d'entente sont aussi les raisons de sa popularité. Depuis sa prison, il continue d'œuvrer en ce sens. Son point faible tient à son manque de contacts et de relais dans les capitales arabes. En outre, son incarcération limite évidemment sa marge de manœuvre. On ne peut écarter l'idée d'un scénario où les Palestiniens éliraient un président prisonnier en Israël. Le symbole serait fort mais la réalité du pouvoir résiderait forcément entre d'autres mains.

Par l'intermédiaire de sa femme et de certains de ses proches, il tente de développer des appuis sur la scène internationale. Barghouti souscrit à la stratégie que l'ANC avait adoptée dans les années 1980, qui articule une campagne internationale de boycott à une mobilisation populaire non violente. Ses proches se chargent aussi de soutenir à l'étranger le projet de sa libération, misant sur l'exemple du célèbre prisonnier sud-africain. De son côté, il cultive un style à la Nelson Mandela. Le chef de l'ANC s'était consacré à la littérature afrikaans en prison, s'efforçant de comprendre l'esprit de cette communauté avec laquelle il entendait conclure une réconciliation historique. Le journaliste du *Monde* qui a interviewé Marghouti précise que le prisonnier palestinien « dévore des livres d'histoire, des recueils de poésie, mais aussi des biographies de leaders israéliens illustres »⁸². On peut douter ou non de l'analogie avec le prisonnier de l'ANC resté vingt-sept ans derrière les barreaux. Mais pour qu'un Nelson Mandela existe en Palestine, il faudrait qu'un Frederik De Klerk arrive au pouvoir en Israël...

⁸² P. Smolar, *Le Monde*, 23 mai 2016, art. cité.

CONCLUSION

L'intégration du Hamas dans le jeu politique a provoqué la désintégration de celui-ci. La poussée des islamistes a mis en relief l'échec du Fatah à accéder à une souveraineté territoriale, l'impasse des négociations, et montré la disparition du partenaire israélien, dominé depuis plusieurs années par la droite et l'extrême-droite. L'échec n'est pas juste une défaite électorale, il signale l'implosion du système de sous-traitance sécuritaire. Aussi lorsqu'on examine les voies de sortie de crise, on peut affirmer que la réunification de la communauté politique palestinienne exige en amont de liquider l'édifice de sécurité qui relie les Palestiniens à Israël. Son maintien écarterait encore davantage les deux peuples d'une solution à deux Etats. Celle-ci est bien entendu compromise. Pourtant, les candidats à la succession de Mahmoud Abbas ne proposent pas de scénario alternatif. Lorsque des Palestiniens, intellectuels ou activistes, estiment que la fenêtre d'opportunité permettant la solution des deux Etats s'est refermée et que les efforts doivent désormais se concentrer sur l'intégration démocratique des Palestiniens dans l'Etat israélien, ils ne précisent pas le fonctionnement de cette entité, ni les moyens pour parvenir à une citoyenneté partagée. Par ailleurs, la dépendance de l'Autorité palestinienne à l'égard de l'aide internationale et l'accès massif au crédit des ménages et des entreprises en Cisjordanie à partir de 2008 ont transformé une partie importante des Palestiniens en clients captifs du système institutionnel et politique ; pour des raisons économiques de maintien de niveau de vie, fonctionnaires, entrepreneurs et emprunteurs n'ont aucun intérêt à assister à l'effondrement du système⁸³.

Alors que depuis presque un an le projet de résistance non violente a été remis par le retour de la violence contre les civils israéliens, la direction palestinienne peine à inventer les moyens qui lui permettraient de sortir de l'ornière. Parmi les candidats *fatahous* à la succession, l'un d'entre eux, Mohamed Dahlan, mise principalement sur une solution par le haut, fruit d'alliances, de pressions et de compromis diplomatiques. Le deuxième, Marwan Barghouti, compte davantage sur les forces intérieures. Ainsi présentés, les deux hommes apparaissent complémentaires et leur alliance n'est nullement à exclure. Néanmoins, étant donné le verrouillage de l'édifice politique palestinien et le contexte international favorisant l'immobilisme, la question de la succession d'Abbas ne se posera probablement qu'à la mort de celui-ci⁸⁴.

⁸³ B. Barthe, *Ramallah Dream*, op. cit., pp. 119 à 125.

⁸⁴ L'auteur remercie Xavier Guignard, doctorant en science politique à Paris-1, pour ses remarques et ses éclairages, ainsi que les lecteurs anonymes de cette *Etude du Ceri* pour leurs suggestions. N. B. : Toutes les adresses de sites Internet cités ont été vérifiées en octobre 2016.

Les Etudes du CERI

Directeur de collection : Alain Dieckhoff

Rédactrice en chef : Judith Burko

Attachée de presse : Karolina Michel

Contact avec les bibliothèques : Céline Ballereau